

page 8 : une interview d'Edmond Maire

tribune

socialiste

HEBDOMADAIRE
DU PARTI SOCIALISTE
UNIFIE
N° 514, 1,50 F
JEUDI 18 NOVEMBRE 1971



Des tâches et des exigences pour le Parti

Pompidou et consorts se moquent bien des conséquences concrètes que l'expansion du chômage a sur la vie des travailleurs. Ils cherchent au contraire à utiliser la crise économique et sociale qui s'amorce dans leurs intérêts électoraux. J. Galus montre page 4 ce que signifient les grenouillages actuels de la droite.

Quelques membres et ex-membres du P.S.U. ont récemment publié à l'extérieur du parti leur conception d'un socialisme pour aujourd'hui. G. Féran explique page 14 en quoi la procédure adoptée en l'occurrence est inadmissible et dans quelle mesure les positions stratégiques développées dans ce texte doivent être réfutées.

Au moment où le capitalisme s'acharne sur les travailleurs, « T.S. » a jugé important de donner la parole au leader de la C.F.D.T., Edmond Maire. Celui-ci expose pages 8 et 9 les positions de son syndicat sur les problèmes de l'emploi et de la retraite. Il précise également sa stratégie globale à la suite de la parution du programme de la C.F.D.T.

Nous avons la semaine dernière dressé un rapide bilan des 12.500 licenciements prévus à Wendel - Sidelor. Les problèmes posés tant du point de vue humain que du point de vue d'une stratégie révolutionnaire répondant aux problèmes du chômage méritaient qu'on y revienne. Nous avons rencontré des militants P.S.U. et C.F.D.T. de la sidérurgie lorraine. Ils nous expliquent ici la lutte qu'ils mènent, leurs objectifs et le point de vue de militants ouvriers sur la situation exacte en Lorraine, les stratégies syndicales et la lutte politique à y mener. (pages 10 et 11).

La prochaine Direction politique nationale du P.S.U. aura pour point essentiel de son ordre du jour le lancement d'un mouvement populaire visant à l'élaboration du projet socialiste à travers les luttes de classes et leurs enseignements.

Ce travail, s'il prend une actualité nouvelle dans la conjoncture politique présente, est pourtant d'abord le résultat du mandat donné au Bureau National lors du 7^e Congrès d'engager le débat non plus seulement sur les moyens d'atteindre le socialisme, mais sur sa nature même. Et si les initiatives que proposera le Bureau National à la prochaine D.P.N. interviennent précisément à l'époque où le Parti Communiste et le Parti Socialiste d'une part, la Ligue Communiste d'autre part, ont présenté ou s'appêtent à présenter leur programme, elles seront cependant profondément différentes dans leurs méthodes et dans leurs objectifs ?

Pourquoi une dynamique d'élaboration et non un programme ?

Le socialisme, c'est un système dont l'objet principal est de mettre fin à la division qui sépare de façon quasi absolue la vie quotidienne des hommes, leurs luttes et leurs expériences de l'ensemble des choix politiques du pays. Il n'est donc pas sérieux de parler de socialisme en entérinant dans les propositions programmatiques cette même séparation.

Est-ce à dire que le P.S.U. sombrant dans une démagogie qui ne tromperait personne se contenterait de « demander aux masses d'établir leur programme » quitte à se prétendre ensuite le dépositaire et l'exécuteur de leur volonté ? Rien ne serait

plus contraire à l'objectif d'élaboration d'un projet socialiste révolutionnaire. Le problème n'est pas d'ôter au parti sa fonction qui reste essentielle mais de lui faire jouer réellement le rôle d'*intellectuel collectif*, c'est-à-dire d'être une force de proposition et d'interrogation, d'être un lien où à partir de la jonction des luttes et des expériences s'élaborent peu à peu les grandes lignes qui marqueront la société socialiste. L'exemple de l'AOP d'Evian qui s'est tenue en octobre au sein même de la lutte des travailleurs et des paysans de la région ou de celle de l'Aude, succès important sur lequel nous reviendrons, avait assez bien illustré le rôle possible du P.S.U. par rapport au programme. Rôle qui se caractérisait par trois aspects :

— En mettant en relation des ouvriers et des paysans dont les luttes sont objectivement concordantes mais qui ne sont pas ressenties spontanément comme telles, le P.S.U. brisait une des principales conséquences de la division sociale du travail : la division des travailleurs eux-mêmes.

— En intervenant non pas comme le « complément politique » d'une lutte sociale mais comme un lien où la lutte sociale devient politique, le parti, notamment à Evian permettait aux travailleurs présents de tirer de leur lutte des conséquences qui posent la question du programme. La réflexion sur une tentative d'autogestion, née de la nécessité de remettre en marche la production sous le contrôle des travailleurs pour alimenter les hôpitaux en eau minérale, en est un bon exemple.

— Enfin, en se refusant à dire : « Vous êtes mécontents. Nous sommes là pour apporter des solutions. De-

mandez notre programme » mais en permettant à partir des responsabilités respectives du parti et des travailleurs en lutte d'entamer un débat de synthèse en termes de programme, le P.S.U. tentait de redéfinir la fonction d'un parti révolutionnaire. Parti, parce que répondant nécessairement à des exigences d'organisation imposées par la nature de la lutte contre l'Etat. Mais révolutionnaire parce que par son comportement il tente de briser l'opposition qui après avoir séparé vie sociale et vie politique finit par séparer les travailleurs des partis ouvriers qu'ils ont créés pour les servir.

Cette volonté se traduira par la discussion de la D.P.N. sur deux documents. Le premier reprendra les termes d'une réflexion théorique sur la signification d'un programme révolutionnaire à l'étape actuelle. Le second cherchera à définir les conditions de la dynamique d'élaboration du projet socialiste caractérisée par trois grandes étapes :

— Des propositions et des interrogations tentant d'indiquer comment les luttes actuelles derrière leur isolement apparent posent des questions convergentes.

— Des formes d'organisation (A.O.P., comités d'initiative populaire, rencontres internationales, colloques, etc.), dont l'objet est précisément de permettre aux travailleurs en lutte de passer du stade de l'analyse au stade de l'élaboration programmatique.

— Un temps de synthèse enfin dont les modalités devront être déterminées au stade précédent.

Il va de soi que les documents issus d'un tel travail seront à la disposition de tous ceux qui désirent en tirer des propositions et non du seul P.S.U. qui dé-

cidera comme parti et sous sa seule responsabilité quelles seront ses propres propositions au terme de cette dynamique.

Un tel travail, on le voit, est considérable. Il suppose la mobilisation de tout le parti, d'autant plus que peu de groupes d'extrême gauche semblent prêts à remettre en cause une conception du programme somme toute très proche de celle du P.C.F.

Une exigence : la démocratie interne

Encore faut-il que chacun accepte les exigences d'une telle responsabilité. Et au premier rang de ces exigences il faut mettre la démocratie interne dans le parti de telle façon que ses débats le fortifient au lieu de l'affaiblir.

Un parti ne peut vivre si des règles élaborées en commun démocratiquement ne sont pas respectées. S'il est souhaitable que les courants qui s'expriment en son sein puissent également faire état publiquement dans certains cas de leurs recherches, il est par exemple inadmissible comme on vient de le voir récemment que des textes soient rendus publics sans discussion préalable dans le parti sur le fond et sur la procédure. Par ailleurs, il est exclu que des camarades prétendent sous prétexte de désaccords politiques créer des modes d'organisation autonomes par rapport au reste du parti. Aucun militant révolutionnaire sérieux ne peut l'admettre. Le P.S.U. n'est pas un club, et si le parti ne réagissait pas fermement face à des violations aussi flagrantes de la démocratie, il accepterait d'être l'inverse d'un parti révolutionnaire.

Le Bureau National

En bref

Barillon se meurt...

Le très honorable Raymond Barillon, journaliste au « Monde » et spécialiste éminent de la gauche française, écrit tranquillement que le P.S.U. se meurt. Et cela parce qu'il a refusé d'adhérer à la Fédération de la gauche en 1967. De même, poursuit-il, le nouveau parti de Robert Buron, Objectif socialiste, subira un sort identique s'il ne rentre pas au Parti socialiste.

R. Barillon a le droit de penser ce qu'il veut. Mais « le Monde », qui pense être un journal objectif, ne devrait pas lui ouvrir ses colonnes de commentaires journalistiques. Il devrait lui donner des tribunes libres en tant qu'agent électoral de François Mitterrand.



Rectificatif

Dans le dernier numéro de « Tribune Socialiste », nous avons publié une information indiquant que M^r Henri Choukroum, avocat de « L'Idiot International » avait été mis aux arrêts de rigueur par l'autorité militaire pour l'empêcher de plaider à ce procès.

Cette information était relativement inexacte :

1) M^r Henri Choukroum qui effectue en ce moment son service militaire à la caserne Dupleix, n'a pas été mis aux arrêts de rigueur après avoir demandé une permission pour plaider l'affaire. En fait, il n'a pas déposé une demande de permission à cette fin car il savait qu'elle lui aurait été refusée.

Mais il a demandé un congé de cinq jours, sur les seize jours de vacances que prévoit le règlement. Ce congé lui a été refusé.

2) Pour s'assurer de sa présence à la caserne, ses supérieurs l'ont chargé de la permanence d'un service pendant six jours, du 2 novembre au 7 novembre (rappelons que les audiences du procès intenté à « L'Idiot International » par Charles Ceccaldi-Raynaud étaient fixées aux 4 et 5 novembre).

Que les honnêtes gens se rassurent, dans notre France libérale on ne met pas un avocat en prison pour subversion, fut-il militaire. On parvient au même résultat et sans risque de donner prise à la protestation en appliquant simplement tel ou tel aspect du règlement, dont la complexité se prête à toutes les interprétations que l'autorité militaire veut lui donner.

Faites vos jeux

L'attention d'un parti révolutionnaire en France doit être centrée aujourd'hui sur les problèmes de l'emploi et plus généralement sur la maturation de la crise du capitalisme. Car tout laisse prévoir que les coups de semonce qui viennent de Lorraine sont les signes avant-coureurs d'un chômage généralisé en 1972.

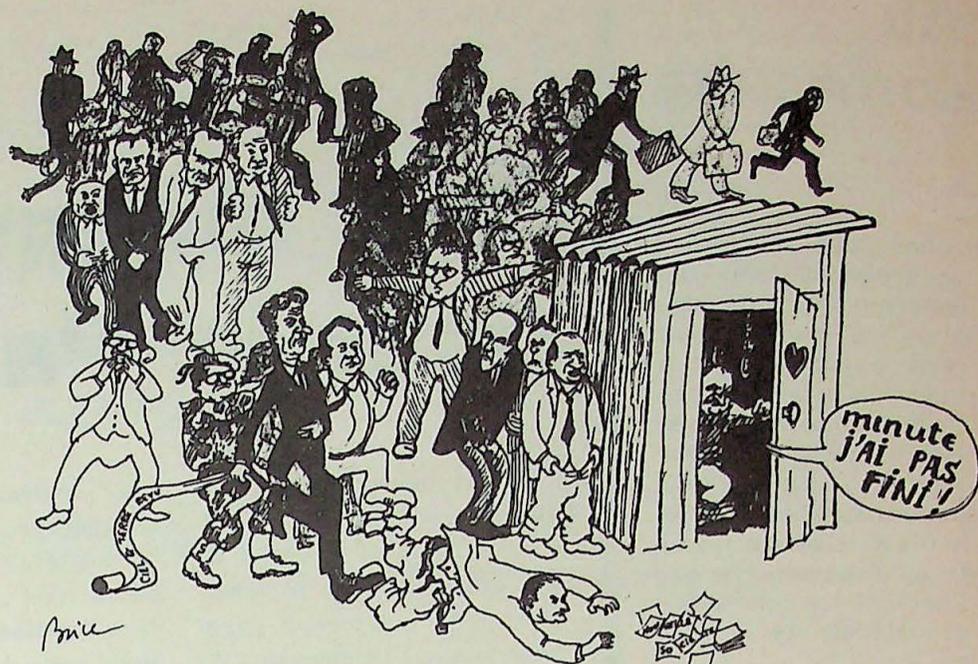
Ainsi, une fois encore, les travailleurs vont payer les pots cassés d'un système économique conçu contre eux. Dans ces conditions, notre tâche primordiale est de défendre les intérêts menacés des travailleurs et d'orienter leurs luttes vers une remise en cause politique de l'organisation économique et sociale actuelle. Doit-on pour autant se désintéresser totalement de ce qui se passe du côté des réactionnaires ?

Les rats s'agitent

Après Vallon, Vendroux et Fouchet, Jeanneney, un vieux de la vieille, quitte l'U.D.R. de Pompidou. Il l'accuse de trahir de Gaulle, de brader « la France » aux intérêts étrangers, d'avoir un penchant amoureux pour les escrocs de la Garantie Foncière et compagnie. Intéressant, non ?

Puis vient le tour de David Rousset. Lui, c'est un vrai gauchiste ; d'ailleurs il le dit lui-même : « Je suis dans le camp des fous qui veulent changer le monde ». Diable ! c'est tout un programme. Pour le réaliser, Rousset découvre subitement que l'U.D.R. n'est pas l'instrument adéquat car, dit-il, « il n'y a jamais eu de véritable débat en son sein ». C'est pas beau ça ? Bien sûr, tout le monde le sait depuis longtemps et David Rousset, un brave homme par ailleurs, est bien naïf de n'en avoir pas tiré les conclusions plus tôt. Mais ce qui va sans dire à propos de l'U.D.R. va encore mieux quand c'est un vieux grognard gaulliste qui le dit tout haut.

A peine Rousset a-t-il achevé sa chanson qu'Edgar Faure monte sur



le podium. Son nouveau tube : M.S.P. Pour la petite histoire, on peut signaler que cela veut dire mouvement pour le socialisme par la participation. Mais ça n'a aucune importance : Edgar Faure se moque autant de l'un que de l'autre. Ce à quoi il tient, c'est qu'on sache qu'il n'est pas gâteux ; qu'il est toujours dans le coup.

Et puis il y a les indépendants de Giscard qui ne perdent pas une occasion pour dire qu'ils aspirent à devenir la majorité de la majorité. Car c'est eux qui sont le mieux capables d'assurer le développement économique de la France. En bref, ils se veulent de plus en plus indépendants de l'U.D.R. et de plus en plus dépendants du grand capital. On comprend que l'équipe de France fasse bonne figure au championnat du monde de gymnastique : elle a des maîtres remarquables.

Commerce et retape

On n'avait jamais vu tant d'agitation chez les bien-pensants à l'approche des élections. Et c'est cela qui constitue un élément à considérer dans la conjoncture politique présente. Car après tout, peu nous importe que Dupont et Durand s'aperçoivent un peu tard que de Gaulle est mort et enterré et que malgré les vœux du cardinal Daniélou, il n'est pas ressuscité. Ce qui importe c'est que les rats sentent

le navire menacé ; en le quittant précipitamment ou en appelant un autre capitaine, ils confirment l'hypothèse que le tempête est proche et qu'il va y avoir des dégâts.

Déjà, des équipages de rechange se pressent sur les rangs pour sauver le bateau commun. Tout démontre d'ailleurs la complicité profonde de ces politiciens au long cours. Qu'on se souvienne de la dernière conférence de presse de Pompidou dans laquelle il expliquait que majorité présidentielle et majorité législative peuvent ne pas correspondre exactement ; qu'on mette en parallèle les appels à l'ouverture de Poniatowski et le centrisme de plus en plus droitier de Lecanuet et Servan-Schreiber. La bourgeoisie, sentant venir une crise économique et sociale grave prépare une solution de rechange qui sauvegarde ses intérêts. Les travailleurs ne doivent pas être trompés par les « durs » du gouvernement et de la majorité actuels qui s'emportent contre les centristes de tous poils. Car il n'y a aucune différence entre eux. Si tel député ou ministre donne de la voix en se cachant derrière la défense d'une ligne politique soi-disant menacée, c'est uniquement pour conserver sa place au soleil.

Mais les travailleurs qui eux sont toujours à l'ombre, ne peuvent qu'être les dindons de la farce

Sous presse

LE MOUVEMENT TROTSKYSTE EN FRANCE

Des origines aux enseignements de Mai 68

Aux
Éditions
SYROS

Notre camarade Yvan Craipeau, qui a lui-même joué un rôle très important dans le trotskysme français des origines jusqu'en 1947, fait dans cet ouvrage le bilan des tentatives opérées par ce courant pour construire le parti révolutionnaire nécessaire à notre époque. Il en montre l'intérêt et aussi les limites. Ce n'est donc pas une histoire désincarnée que l'auteur nous propose, mais un instrument de travail pour faire face à la situation actuelle.

Un ouvrage indispensable à tous les militants.

Jusqu'au 15 décembre, ce livre peut être commandé en souscription aux
EDITIONS SYROS - 9, rue Borromée, Paris 15^e - C.C.P. 19 706 28.

Prix de vente public 18 F ● En souscription, à l'unité 15 F ● En souscription par 10 exemplaires 12 F

électorale qui se prépare. Il faut dénoncer dès maintenant le commerce ignoble que les différents représentants de la bourgeoisie sont en train d'organiser entre eux avec la crise économique et le chômage comme monnaie d'échange. Pour qu'aucun travailleur ne se fasse embarquer frauduleusement dans les grandes manœuvres du capital, il faut dénoncer avec force la collusion étroite des conservateurs et des réformateurs qui cherchent à accréditer des divisions imaginaires. Pour les mêmes raisons, il est nécessaire de mettre rapidement au clair l'opération Edgar Faure qui vise à faire de lui un grand sage en réserve de la république, pour le cas où celle-ci serait en péril.

La crise à deux contre un

En définitive, tous ces crocodiles tablent sur une crise très sérieuse pour l'année ou les années qui viennent. La clique Giscard-Lecanuet - Servan-Schreiber - Soustelle espère la mettre sur le dos des vieux gaullistes et profiter d'élections confuses (d'où la revendication de la candidature multiple de la majorité) pour revenir à une IV^e République pépère. Edgar Faure mise sur une crise pour se faire plébisciter en sauveur par la V^e République, comme de Gaulle l'a si bien fait avec la IV^e. Enfin, la bande Debré - Marcellin - Tomasini - Chirac souhaite la crise pour la faire porter sur les communistes et les gauchistes ; ce qui permettrait de durcir le régime, d'organiser des élections de combat contre les travailleurs (d'où la revendication de la candidature unique de la majorité sur une base anti-« rouges »), voire, si besoin était, d'aligner les subversifs contre un mur.

La voix royale

Reste que malgré l'accordéon de Giscard et le sourire de Lecanuet, tous ces bruits de gargouille ne sont pas forcément du meilleur effet. Et quand pour achever le bouquet, quelques Aryens, mais surtout quelques Juifs, ont le mauvais goût de se faire prendre à tripoter avec les députés U.D.R., cela finit par sentir très fort la pourriture.

Alors s'ouvre la voie royale : il suffit à quelques hommes « honorables » d'apparaître comme sérieux, « propres », dignes de confiance pour que leur étoile monte au hit-parade du pouvoir. C'est ce qu'a bien compris Mitterrand. Il fait tout pour apparaître comme un homme d'Etat défenseur de la moralité publique ; à l'heure où la magouille politique descend des hauteurs gaulliennes aux bas fonds de la nouvelle société, c'est sans doute un bon calcul. Cela ne prouve pas que quelque chose a des chances de changer dans la vie quotidienne des travailleurs au cas où son calcul réussirait. Cela prouve tout simplement que lorsque l'on est depuis treize ans écarté de la soupe du pouvoir, on peut y réapparaître impunément paré d'une nouvelle virginité.

Jacques GALLUS

Bicot

Vendredi 1^{er} octobre, à 0 h 30, un travailleur algérien, Gacem Ali, a été assassiné en face de la patinoire fédérale de Boulogne. Il a été agressé par une bande de racistes, alors qu'il rentrait du cinéma avec un autre travailleur algérien.

« Vous, les bicots, vous allez nous payer un coup, sans ça, ça ira mal pour vous ! » Et ils les obligèrent à rentrer au café « La glace » et à payer une tournée générale.

Tandis qu'un camarade algérien se dissimule dans les W.C. du café, le commando tabasse Gacem Ali et l'achève sur le trottoir. Transporté à l'hôpital A.-Paré, il succombe peu après aux coups recus.

Le Secours rouge a immédiatement mobilisé sur les usines de Boulogne-Billancourt et averti la population. Un comité pour la vérité sur le meurtre de Gacem Ali (25, rue Traversière, 92-Boulogne) s'est constitué très rapidement. Une délégation s'est rendue au commissariat de police, le samedi 16 octobre, à 11 h 30. Le commissaire a dit que le dossier était entre les mains du quai des Orfèvres et qu'il était surpris que la presse n'en ait pas parlé. Il aurait fait un communiqué dans ce sens...

Le même samedi, à 17 h, une manifestation regroupant plus de trois cents personnes, Français et immigrés, a défilé sur la place Marcel-Sembat, à Boulogne, à l'appel des militants du P.S.U., du Secours rouge et du Comité d'action travailleurs immigrés de Boulogne en scandant : « Guerre au racisme », « La vérité sur le meurtre de Gacem Ali », « Le racisme ne passera pas ».

« L'écho des métallos » du P.C. de Renault s'est permis de dénoncer une fois de plus les gauchistes en accusant nommément un certain nombre de camarades « maos ».

La population et les travailleurs de Boulogne ne se sont pas laissés abuser : ils ont rejoint le Secours rouge dans une mobilisation qui va se poursuivre jusqu'à ce que la vérité éclate sur ce crime raciste.

Section P.S.U. de Boulogne.



Halte à la répression militaire

En condamnant à 6 mois de prison (dont 4 avec sursis) le soldat Jean-Jacques MARTIN, militant communiste, pour « refus d'obéissance », le tribunal militaire de Reuilly a dévoilé le vrai visage de l'armée de M. Debré : instrument d'embrigadement de la jeunesse elle reste aussi, en cas de nécessité, l'auxiliaire des forces de répression de l'Etat capitaliste ; lorsqu'il s'agit de briser une grève, Monsieur Marcellin n'hésite pas à faire appel à son collègue : l'appelé se trouve ainsi boueux ou chauffeur de transports collectifs à l'occasion.

Le P.S.U. se déclare solidaire de tous les appelés qui, comme Jean-Jacques MARTIN, donnent l'exemple en refusant de jouer le rôle de policiers supplétifs.

(Communiqué du bureau national.)

PSU

PARTI SOCIALISTE UNIFIE



DES MILITANTS DU PSU PRESENTES PAR

michel rocard



Interviews recueillies par Noël Monier

Format 14 x 20 - 240 pages - Prix 13 F
Bon de commande à « Tribune Socialiste »
9, rue de Borromée, PARIS XV
C.C.P. Paris 5826 65

« P.S.U. DOCUMENTATION »

Vient de paraître

N^{os} 22-23

Sur le mouvement politique de masse 2 F

Numéros disponibles :

- N^o 8-9 - Histoire du P.S.U.
- N^o 13 - Les petits commerçants et la crise du commerce.
- N^o 16 - Les travailleurs immigrés.
- N^o 18-19 - Le hiérarchie des salaires.
- N^o 20-21 - Le capitalisme contemporain.

Le numéro simple 1 F
Le numéro double 2 F

Abonnement : les 20 numéros 15 F

à « TRIBUNE SOCIALISTE »
9, rue Borromée - PARIS XV

Paiement à la commande

Par chèque bancaire ou postal C.C.P. T.S. 58.26.65 Paris.

Courrier des lecteurs

● De Jacques Mamet - Vercheny.

Je vous envoie ma participation pour « T.S. » qu'il faut sauver et que j'apprécie. Veillez plutôt à la qualité qu'à la quantité, de toute façon, les temps de lecture sont restreints, il vaut mieux lire peu mais bon que de s'embarquer dans des sujets-bateau ! La parution de « Politique-Hebdo » pourra également apporter un complément d'information appréciable, il faut s'en réjouir.

L'idée d'un « T.S. » femmes est très souhaitable. J'espère qu'il verra le jour, un numéro spécial est à encourager.

Laissez dialoguer le lecteur, on voit trop peu de lettres de militants ou autres, peut-être aussi n'écrivent-ils pas ? Donnez des rapports chiffrés précis ; où en est le financement de l'achat du siège P.S.U., le sauvetage de « T.S. », etc.

● De Jean Bourdin - Suresnes.

... Si vous voulez sauver « T.S. », continuez votre « à la découverte de... ». J'y réponds.

Des anti-nouvelles. Allez-y. Il en faut beaucoup, de courtes et de bonnes. Parfois avec une composition plus élaborée : la fiction (la grande presse), la réalité (« Tribune », bien sûr !). Que les rapports d'actions ponctuelles perdent ce ton boy-scout ou négligé suivant

les cas, qu'elles soient l'occasion de rappeler une tactique, une stratégie, un style même du Parti. Oui, que les camarades qui prennent les positions publiques trouvent un large écho dans « T.S. »

Que des débats soient ouverts, non spécialement pour les militants du Parti, qui doivent trouver un bulletin intérieur pour cela, mais pour le plus grand nombre et sur tout ce qui nous touche : le travail, l'école, la ville, la pollution, la répression, la télévision... et bien sûr, le raton-laveur !

Alors, peut-être, plus nombreux seront les militants décidés à utiliser leurs (faibles) forces à la promotion de « T.S. ». Des lecteurs viendront, ou reviendront, ce qui n'est pas actuellement souvent le cas. Les rédacteurs de « T.S. » pourront emporter une caisse rebondie...

Je propose toutefois au Parti de puiser en lui-même les ressources financières de « T.S. ».

Que « T.S. », lié organiquement au Parti, ait une gestion autonome. Pas de transfert de fonds, ni d'un côté, ni de l'autre.

Il faut demander au 1-1-72, et renouvelable chaque année, à la prise de carte, le prix d'un abonnement annuel à chaque militant. Ceux d'entre nous qui auraient des difficultés seraient épaulés par leurs proches camarades, la responsabilité de ce collectage appar-

tenant à la section. Bien entendu, les camarades n'auront pas l'inélégance de défalquer de leur cotisation le prix de l'abonnement...

● La section d'Antony réclame :

1 - La parution régulière de « Tribune », seul organe d'information du Parti ;

2 - Qu'une situation financière de « T.S. » soit publiée sans délai à l'intérieur du Parti ;

3 - Qu'une explication soit donnée aux militants du Parti sur :

a) son fonctionnement,

b) son financement,

c) sa vente militante par fédération (villes),

d) sa vente chez les professionnels (kiosques, librairies...);

5 - Que le Bureau National publie par l'intermédiaire de « Directives » la liste des fédérations qui doivent des timbres (ou autres) au National.

Ce qui nous permettra de savoir qui doit et combien.

Tous ces éléments, entre autres, permettront, nous le souhaitons, qu'un véritable débat s'instaure dans le Parti sur la presse qui est une des armes essentielles de tout parti socialiste révolutionnaire. Débat qui devrait nous conduire à faire de « T.S. » un véritable journal de combat de la classe ouvrière.

C'est l'affaire de tous.

**Pas de parti
révolutionnaire
sans journal :
sauvons T.S.**

● Une sympathisante

L'absence de « Tribune », au moins nous aura été positive, car elle aura permis à une sympathisante de prendre conscience du rôle de « Tribune ». Pour beaucoup, il est le seul lien véritable avec l'organisation. Son originalité, ce n'est pas de nous apporter un aimable discours, mais de développer votre ligne politique de façon précise, nette. Systématisez les articles tel celui qui fut fait sur l'industrie pharmaceutique. Ne gaspillez pas l'argent dans des « Tribune » spéciaux, trop luxueux pour la boîte à ordures. En discutant avec mon entourage, je peux vous dire que « T.S. » depuis juin est supérieur et nous croyons encore à une amélioration. Mais je vous dis que votre obsession doit être : la clarté, la concision, les analyses critiques. Mais essayez d'éviter les articles volontaristes, et de surenchère gratuite. Aucun sujet n'est tabou. « T.S. » sera sauvé, vous êtes sur le bon chemin.

Une sympathisante que la vie actuelle empêche de transformer en militante réelle.

Amitiés socialistes.

Sauver T.S.

4^{ème} initiative :

Vente de collections
anciennes de T.S.

Sauver T.S.

5^{ème} initiative :

Ecrire régulièrement à T.S.
(même si tout ne passe pas)

Sauver T.S.

6^{ème} initiative :

Multiplier les initiatives par 6

Un journal révolutionnaire, pour quoi faire ?

« T.S. » publie ici la dernière des tribunes émanant de membres du comité politique de rédaction à propos de la crise du journal.

La crise financière que traverse « T.S. » est peut-être salutaire dans la mesure où elle prouve la vitalité réelle (non apparente) d'un parti dont les militants ne se satisfont pas du doux ronronnement d'un activisme coupé des masses et centré essentiellement sur la vente d'un journal...

Cette crise me paraît être — lorsqu'on va au fond des choses — une expression de la crise politique que traverse non seulement le P.S.U. mais toute la fraction organisée du mouvement révolutionnaire français. On peut la résumer brièvement :

— incapacité de concevoir une stratégie à long terme englobant tous les aspects de la lutte de classes, ceci faute d'analyse sérieuse des classes qui composent la société française actuelle, de leur évolution, des contradictions qui les opposent ;

— incapacité de lier les luttes internationales aux luttes en France, faute d'analyse sérieuse d'un capitalisme français parvenu au stade de

l'impérialisme à sa phase néo-coloniale ;

— incapacité par conséquent de « mordre » sur les classes laborieuses, françaises et étrangères, exploitées par le capitalisme français car il n'est pas possible d'agir sérieusement sans perspective globale ;

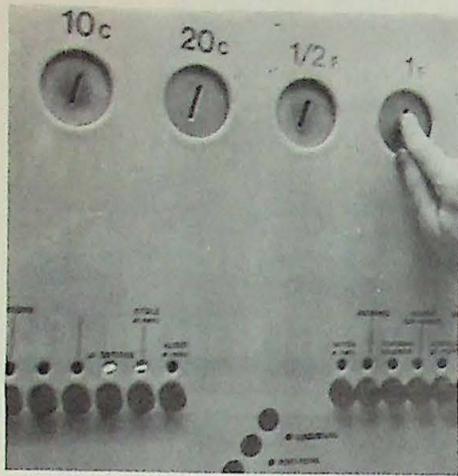
— d'où une suite d'« actions » sans rapport entre elles. Ainsi passe-t-on du coq à l'âne, du Vietnam aux transports, de Burgos au racisme, du Secours rouge aux manifestations « unitaires » qui unissent tout sauf le peuple.

Le problème du journal devrait être replacé dans cette crise globale. On ne fait pas un journal pour se

donner l'illusion d'agir en le vendant. La question principale est de savoir quelle pratique révolutionnaire sera la mieux adaptée aux conditions de la France actuelle, ce qui implique qu'on s'interroge sur ces conditions. Le journal à faire sera lié à cette pratique, à la théorie qui la sous-tend, et à l'interaction constante entre cette théorie et cette pratique. Poser le problème du journal avant celui de la pratique militante ne conduira qu'à des replâtrages et à une nouvelle crise « financière ». Nous avons la chance de n'être pas politiquement endormis par un journal bien fait. Profitons-en pour poser les questions de fond.

Henry Rosengart

luttons ouvrières



Accident ?

Lundi 8 novembre à 7 h 10, un train venant d'Aulnay entrain en collision à la sortie de la gare, avec un train partant pour Gennevilliers. 21 voyageurs étaient blessés. Une partie des lignes de la gare restaient bloquées pendant la journée. Les trains arrivaient avec une demi-heure à une heure de retard.

Qui est responsable de cet accident ?

En principe, un tel accident est impossible : un poste d'aiguillage automatique (PRS) fonctionne à cet endroit-là. Alors la presse et les bons esprits accusent les cheminots... N'y aurait-il pas eu défaillance humaine ?

Cela est faux. Le train partant pour Gennevilliers a effectivement démarré, bien que le signal en tête du quai soit à l'arrêt, les itinéraires des 2 trains se croisant vu l'exiguïté du goulet de sortie. Mais le conducteur ne pouvait observer la position de ce signal qui se trouvait en arrière de sa machine, le train étant plus long que le quai. On avait donc chargé le chef de train — agent d'accompagnement et non de conduite — de s'assurer que la voie était libre. Ce qu'il ne pouvait faire dans de bonnes conditions.

Les chefs de train et les conducteurs sont aujourd'hui soumis à des

conditions de travail de plus en plus difficiles à cause de la politique de compression du personnel due à l'objectif de rentabilisation des services publics. Cette politique de rentabilisation limite en même temps les crédits disponibles pour la modernisation des transports : quais trop courts, goulets d'étranglement...

Les crédits étant insuffisants, la S.N.C.F. envisage de raccourcir les trains pour les adapter aux quais vétustes... Nous allons être un peu plus entassés. Par contre, des sommes sont dépensées pour des trains de prestige, pour des machines à distribuer les billets, tandis que des tarifs de faveur sont accordés aux grosses entreprises.

De nombreux conducteurs de train de banlieue n'ont que 2 à 3 minutes pour courir du début à la fin de leur rame afin de repartir et de vérifier les freins.

Les chefs de train cumulent maintenant les fonctions de chef de la sécurité, de contrôleur et sont chargés du service des bagages et des départs.

Dans ces conditions, il est clair que les cheminots ne peuvent faire correctement leur travail. La sécurité et les conditions de travail sont mises en cause aux dépens des usagers et des employés. Par la politique de rentabilisation, le gouvernement est responsable de l'accident de lundi.

La réaction de la direction de la S.N.C.F.

La direction de la S.N.C.F. n'a su que réprimer. De nombreux usagers ont réclamé à juste titre des « billets de retard ». Or pour 80.000 usagers, il y avait 3.000 billets disponibles...

Les voyageurs ont alors envahi l'escalier montant à la passerelle, bousculant les deux flics de service et réclamant : « des billets, des billets ».

Deux cars de policiers sont alors intervenus plus ou moins violemment pour dégager l'escalier, menaçant les usagers d'interpellation et les traitant de « minables ».

Lorsque les voyageurs ont voulu remplir le cahier des réclamations comme ils en ont le droit, les flics

luttons ouvrières

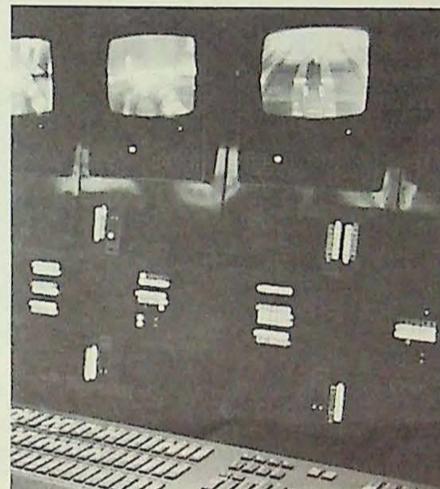
les ont refoulés violemment. Ce n'est que plus tard que des billets de retard en plus grand nombre furent distribués à la volée.

La direction de la S.N.C.F., en ayant eu recours à la police n'a fait que diviser artificiellement usagers et employés de la gare. Déjà au cours des trois pannes de l'hiver dernier (dues à la cession de l'entretien des caténaires à une société privée), elle n'avait su qu'envoyer des flics pour protéger sa passerelle.

— Ce n'est pas par le recours aux flics que le problème des transports sera résolu.

— Les usagers sont solidaires des cheminots contre la rentabilisation qui ne fait que menacer la sécurité et aggraver les conditions de travail.

SECOURS ROUGE 10^e
COMITE D'USAGERS 10^e
LES CHEMINOTS P.S.U. DE LA GARE
(qui ont fait l'enquête)
J.-P. Roux Fouillet
10^e section



Sovirel

Près de Nemours, dans la Seine-et-Marne, SOVIREL est une usine de 3.600 ouvriers qui fabrique des tubes et des écrans de télé. Rachetée par le trust américain « Corning Glass », l'usine ramasse les travailleurs dans toute la région, dont 600 à Montargis (Loiret). Depuis quelques mois une centaine d'ouvriers ont été « déplacés » d'office à Lyon, Châteauroux et Orléans.

C'est en réplique à ces mesures qu'une assemblée générale des travailleurs, réunissant plus de la moitié du personnel, décide la grève le 21 octobre et l'occupation de l'usine le 23 sur la plate-forme suivante : réintégration des mutés, garantie de l'emploi, retraite anticipée. La direction réplique par des provocations. Le 25 un millier de personnes manifestent contre l'occupation (une partie des travailleurs, la plupart des cadres, chef du personnel en tête, les C.D.R. du coin). Le lendemain, tous les travailleurs reçoivent un ultimatum de la direction. Cette attitude conduit les ouvriers non-grévistes à demander l'ouverture de négociations (1.200 signatures). L'unité se refait donc chez les travailleurs ; c'est l'épreuve de force.

A Montargis se constitue un comité de soutien très large comprenant, avec le P.S.U. et la Ligue communiste qui ont soutenu le mouvement dès le début, le Secours rouge, le P.S., la C.F.D.T., la Ligue des droits de l'homme, la J.O.C., etc. En une matinée, une collecte recueille 2.000 F.

Le mardi 2 novembre, le directeur

général, arrivant d'Amérique, propose à la C.G.T. et à la C.F.D.T. le retour des mutés avant Noël, l'abandon des mutations, une augmentation de 3% sur les salaires. Pour le reste, on continuera à négocier. Après douze jours de grève dure, l'A.G. des travailleurs estime que les résultats acquis sont assez importants pour qu'on puisse prendre le travail.

La grève SOVIREL a marqué la région malgré le mur de silence de la presse locale. Quelque peu dépassés au début par la rapidité des événements, les syndicats ont contraint la direction à reculer avant l'évacuation de l'usine. Le comité montargis a permis, en liaison avec des travailleurs de l'usine, de développer la solidarité, mais il est regrettable que cette solidarité n'ait pas pu s'étendre à d'autres usines du verre.

Heurtey

Deux cents licenciements chez Heurtey sur 1.000 travailleurs a annoncé la direction début novembre. La C.G.T. comme le P.C. réagit mollement (difficultés internes). Le groupe P.S.U. reconnu par les travailleurs depuis longtemps, intervient au niveau de la C.F.D.T. Ayant dénoncé le rôle de la Banque de Paris et des Pays-Bas (le véritable patron), il lui est facile de prolonger et d'intensifier l'action.

Une manifestation de rue a lieu devant le siège de la Banque à Paris, manifestation chaudement appuyée par la population. Les assemblées générales se multiplient : « Paribas-Heurtey devra reculer ! ».

(Article du groupe P.S.U. la semaine prochaine.)



Elf-Ré

A Elf-Ré à Paris, la cantine du personnel est gérée par le CIERP (comité inter-entreprises du restaurant du personnel). Sous prétexte d'une faute grave, le CIERP vient de licencier une employée de la cantine Elf-Ré. En fait de faute grave, c'est tout simplement parce qu'elle était enceinte que cette jeune femme a été licenciée.

Cette mesure est scandaleuse et illégale. Mais ici on n'a que faire de la légalité. « Les femmes enceintes, ça n'a pas de rendement », dit le gérant de la cantine. Voilà le vrai motif.

A l'appel de la section C.F.D.T. d'Elf-Ré, 300 travailleurs ont décidé de boycotter la cantine et plus de 500 ont signé une pétition.

A la détermination des travailleurs les patrons du CIERP répondent par la menace d'un nouveau licenciement, sous prétexte de réorganisation. Et, une fois encore, il s'agira d'une femme... enceinte, évidemment.

La première étude comparative des différents systèmes socialistes

GILLES MARTINET
LES CINQ
COMMUNISMES

RUSSE

YOUGOSLAVE

CHINOIS

TCHÈQUE

CUBAIN

SEUIL

Collection "l'Histoire immédiate"
dirigée par Jean Lacouture - 20 F

Une interview exclusive d'Edmond Maire

Quinze jours après la sortie du document où la C.F.D.T. explique sa stratégie et son projet socialiste, nous avons demandé à Edmond Maire de nous préciser les positions de la C.F.D.T. sur l'emploi, la campagne retraite et la façon dont la C.F.D.T. juge aujourd'hui la situation politique. Il a accepté de répondre à nos questions. Nous l'en remercions.

François JYR.



Ce que cherche la C.F.D.T.

La campagne « Retraite »

Q. — La C.F.D.T. et la C.G.T. ont engagé la campagne « retraite ». Où en êtes-vous aujourd'hui ?

E.M. — Elle a des objectifs qu'il faut rappeler ! En premier lieu les conditions de vie et de travail, la vie des personnes âgées et le vieillissement des travailleurs au travail. Au cours du déroulement de la campagne, certains thèmes très populaires comme celui de la retraite à 60 ans ont pris le pas, parce que les groupes les plus combattifs dans le rapport de forces dans les entreprises, sont justement des ouvriers ou ouvrières faisant des travaux durs et ayant une espérance de vie faible.

Face à cela, notre effort est de lier les conditions de travail et la retraite. Il faut agir sur les conditions de travail non pas quand les hommes sont usés mais bien avant. Il faut adapter la machine aux travailleurs et non l'inverse, adapter le travail des travailleurs âgés.

Notre campagne a ses objectifs profonds, vécus, bien ressentis, mais étant donné ce que sont les contraintes du capitalisme et de l'Etat, c'est la retraite à 60 ans qui mobilise le plus !

A partir d'une campagne inter-confédérale, nous ne voulons pas nous contenter de directives venues d'en haut avec une grève de 24 heures et une journée d'action tous les trois mois ou tous les six mois ! Si non on va vers deux déviations à la fois : d'une part un trop grand dirigisme des organisations, d'autre part le risque, au lieu de s'attaquer à l'ensemble des conditions locales de travail et de vie, de viser uniquement ce qui est négociable et accessible au sommet : le droit à la retraite à 60 ans et le montant des retraites. Donc notre effort actuel vise l'ensemble des aspects de la retraite.

A l'heure actuelle, il y a à ce sujet un certain attentisme à la base de ce que vont pro-

poser les confédérations. Or nous souhaitons le mouvement contraire : base-sommet. Les relances que nous venons de faire avec la C.G.T. tendent à ce qu'il y ait bien des initiatives décentralisées dans le cadre de la campagne confédérale et nationale.

Ainsi les deux fédérations des métaux viennent de décider de lier âge de la retraite et durée du travail, d'agir durant une semaine en laissant le soin aux travailleurs de décider des modalités d'action, semaine après semaine.

Pour les mois à venir, les conditions de travail vont être au centre de quantité de luttes. Le mur patronal à ce sujet est ferme : pour eux, toucher à leur autorité sur les conditions de travail, c'est la « révolution ». L'attitude des travailleurs en conséquence, c'est souvent une révolte beaucoup plus que la recherche d'objectifs tels que la recomposition des tâches, la remise en cause de l'autoritarisme de la maîtrise et de la hiérarchie. Nous devons aider à la formulation de revendications précises.

Q. — Comment les lier à l'idée d'autogestion ?

E.M. — Chaque travailleur possède une compétence, une créativité indispensables dans le processus de production. L'aspect collectif doit donc être introduit, ce qui amènera à long terme à un changement de priorité, dans le conflit d'aujourd'hui, entre sécurité et profit, fatigue et profit, entre salaire direct et conditions de vie. Quand chacun aura pris conscience de quel poids pèsent les rapports de travail, les rapports à la machine sur sa vie et sa personnalité, un débouché sera possible sur l'ensemble de la vie économique et sociale et sur la nature de la production.

L'emploi

Q. — Les luttes sur l'emploi se développent. Quels sont les aspects mis en avant par la C.F.D.T. ?



E.M. — Les travailleurs lient de façon étroite retraite et emploi, parce que ça crée des emplois supplémentaires. En fait, les choses ne sont pas aussi simples et mathématiques que cela. On pourrait parler plus de la durée de travail que de l'âge de la retraite pour établir la liaison avec l'emploi.

Une bataille globale, frontale sur l'emploi aujourd'hui, très directement politique, se poserait en termes d'alternative au VI^e Plan.

Ceci suppose, pour se développer, un minimum de perspectives communes à tout un ensemble dans le pays. La critique que nous faisons au VI^e Plan (modèle de développement, priorité aux industries de profits et non aux besoins) est juste, mais pas suffisamment ressentie par les travailleurs. Ce que les travailleurs vivent surtout, c'est la menace, le licenciement au moment où il se produit.

Donc il nous semble que ce qui doit être remis en cause, c'est le droit individuel et unilatéral de licenciement. L'exigence « pas de licenciement

sans reclassement », c'est une mise en cause du pouvoir patronal.

A un niveau décentralisé, ça ne règle pas la totalité de la question mais ça permet de faire comprendre, ne serait-ce que par les explications que le patron ou le ministre du Travail donne pour refuser une réforme du droit de licenciement, les impératifs, les critères de l'économie capitaliste que nous combattons.

Les objectifs de réduction de la durée de travail, de mise en évidence du manque de personnel donneront des moyens pour faire une critique globale de la volonté du patronat d'établir un volant de chômage et de faire pression sur les salaires.

Ça ne passe pas d'abord par une globalisation qui ne peut être qu'un résultat.

Q. — Comment introduire d'autres thèmes de lutte autour du chômage ?

E.M. — Il faut insister sur les moyens détournés qu'emploie le patronat pour diminuer le personnel sans faire de licenciements collectifs. Nous en

avons dressé une liste impressionnante. Le plus fréquent, c'est le chantage au départ (par les primes), l'embauche et le licenciement de personnel intérimaire (contrats temporaires, y compris dans le secteur public), l'accélération des cadences pour dégoûter le personnel, les mutations accélérées (comme à la Thomson).

Q. — Comment lier les luttes contre le chômage entre elles ?

E.M. — Il y a là une réalité d'esprit régional. Le mouvement syndical a su là-dessus mettre dans le coup toute une population. A nous de maintenir ces regroupements et actions régionales sur une base de classe.

L'objectif, c'est de rechercher une lutte interprofessionnelle. Les revendications sont directement opposées aux intérêts patronaux. Nous demandons (ainsi en Lorraine) des investissements publics mais avec garantie d'emploi, c'est-à-dire qu'il faut un contrôle de l'utilisation des fonds publics (ça se pose en ce moment précisément pour Wendel-Sidelor). Ça porte en germe une prise de conscience très politique.

C'est donc la mise en cause du pouvoir patronal que nous mettrons en avant avec, comme corollaires, les problèmes de qualité de l'emploi, de son utilité sociale.

Quelle stratégie pour le socialisme ?

Q. — La C.F.D.T. ne se situe pas actuellement dans la perspective des prochaines élections. Cela ne va-t-il pas lui rendre la tâche difficile dans les mois à venir ?

E.M. — Ce en quoi notre démarche diffère de celle des forces politiques de gauche, ce n'est pas tant le refus de notre part de formuler des objectifs intermédiaires et précis. Nous le faisons en permanence dans notre action quotidienne. Mais la démarche vers le socialisme, pour nous, doit d'abord s'axer à partir des luttes sociales.

Les programmes que l'on nous présente aujourd'hui, on



peut les critiquer sur leur cohérence interne, leur formulation, mais surtout ils n'indiquent pas les conclusions concrètes à tirer pour l'action d'aujourd'hui ; ils n'apportent aucune précision réelle sur la manière dont nous pourrions arriver à un pouvoir socialiste décentralisé, c'est-à-dire basé sur la mise en route d'un processus autogestionnaire.

C'est donc avant tout la stratégie qui nous oppose aux forces politiques de gauche. Il est impossible aujourd'hui de situer dans le cadre classique des formations politiques les propositions de la C.F.D.T. On dit souvent qu'elles se situent entre le P.C.F. et le P.S. ou entre le P.S. et le P.S.U., ou encore entre le P.S.U. et le P.C.F. Tout ceci est une vision profondément ancrée dans les schémas électoraux. Nous la récusons.

Car notre démarche nous semble, en partie, créer une tension avec la totalité des programmes proposés aux électeurs. C'est une coupure avec les beaux programmes pour demain alors que pour aujourd'hui on dit aux électeurs : « Préparez-vous à bien voter pour nous ! »

Notre manière de concevoir, de poser le problème de la prise du pouvoir dans toutes les luttes, nous semble essentielle pour la suite, pour savoir ce qu'on fera une fois le pouvoir conquis. C'est ce que certains caractérisent par un mauvais mot, notre « socialisme syndical ». Si notre point de vue est évidemment syndical, notre socialisme, lui, est une proposition qui vaut pour tous.

Q. — Votre document définit la nature de la société à construire, mais n'aborde pas tous les moyens. N'y a-t-il pas, dans votre document, des faiblesses sur la définition de l'autogestion, du rôle de l'Etat, de la nature du pouvoir politique ?

E.M. — Si l'on pouvait décrire ce que pourrait précisément être l'autogestion en France, ce serait la négation de l'autogestion ! C'est impossible ! Quand nous indiquons les

objectifs significatifs d'une transition socialiste, nous ne parlons que de quelques-unes des différentes structures de pouvoir qui doivent changer ; aujourd'hui, il est difficile de dire plus précisément où l'on va aboutir.

Q. — L'une des difficultés n'est-elle pas que la C.F.D.T. n'a pas de relais politique correspondant à son projet ?

E.M. — Je pense qu'il est possible qu'un ou plusieurs des partis adoptent dans leur programme ce que nous venons d'écrire sur les objectifs de transition. Mais s'ils les adoptent pour les mettre dans un programme et pour les soumettre ensuite aux électeurs, on avancera peu. C'est donc tout autant le contenu du projet qui est important, que ce qu'il va signifier dans le développement des luttes ; comment la responsabilité, l'autonomie des travailleurs et des groupes vont se manifester dans l'action dès maintenant. Nous avons, c'est vrai, peu réfléchi sur la nature du pouvoir politique correspondant à nos projets. Nous ne disons pas pourtant qu'il y a des domaines qui ne seraient pas de notre compétence, mais la nature de nos préoccupations et de nos formes d'action nous centre plus sur certains aspects que sur certains autres.

C'est ainsi, par exemple, que nous avons à progresser en tant que syndicalistes sur les problèmes internationaux.

Les accusations de politisation des syndicats (faites en avançant l'idée de sujétion aux partis ou de confusion des fonctions) freinent la réflexion syndicale sur les aspects d'un projet socialiste global. Nous disons donc à cet égard qu'un projet socialiste ne peut se faire et aborder tous les aspects que s'il naît dans les luttes de la confrontation des partis, des syndicats et autres regroupements de citoyens à l'échelle locale.

Q. — Votre appréciation sur la prise du pouvoir n'exclut ni la voie électorale ni une prise de pouvoir violente. Qu'en est-il ?

E.M. — C'est un peu déformer les choses que dire qu'on ne choisit ni ça, ni ça. On ne peut « a priori » éliminer aucune des possibilités, mais nous disons que notre axe essentiel, ce sont les luttes sociales. Même si les élections, à un moment donné, pouvaient amener une majorité de gauche, cela ne servirait à rien pour le socialisme s'il n'y avait pas une mobilisation populaire avant et après la victoire électorale.

C'est une attitude réaliste avant tout. Nous nous attaquons à un pouvoir qui ne se laissera pas déposséder parce que les électeurs auront voté un jour à 51 % en faveur de gens plus ou moins décidés à porter quelques atteintes au pouvoir dominant.

Q. — Sur le rôle des libertés et de la violence dans les luttes pour des transformations sociales, quelle est votre position ?

E.M. — Dans les deux cas, nous sommes en présence de débats qu'il faut avoir, mais qui sont mal posés dans une grande partie de la gauche. Ce débat, lorsqu'il est provoqué, nous renvoie trop souvent à des situations d'il y a cinquante ans (prise du pouvoir en 1917, par exemple). Il nous semble pourtant que, dans la vie courante, l'utilisation de la violence et le respect des libertés sont des problèmes qui se posent tous les jours (notamment à travers les luttes très dures menées depuis trois ans). C'est la façon dont nous menons l'action qui compte.

Il est possible qu'il devienne nécessaire dans notre organisation de théoriser ces problèmes, mais essayons d'abord de faire mûrir l'expérience. La violence et la liberté, face aux barres de fer de la C.F.T., nous savons à quoi nous en tenir... C'est de nous organiser pour lutter contre les bandes qui empêchent l'expression de la démocratie.

Il y a un danger : celui qui consisterait à nous faire dire « Il faut casser le thermomètre démocratique pour garder le pouvoir ! » Nous rejetons cette idée à l'instar de Rosa Luxemburg dans sa critique : « la Révolution russe ». A partir de là, on veut alors aussi nous faire porter le chapeau de l'ingénuité de ceux qui veulent faire la révolution, abattre le système par la seule force des convictions et des idées. A ce sujet, les déclarations ne feront guère avancer le débat. La pratique, d'abord, sert de garantie. Notre lutte portera en elle-même les exigences de démocratie, de décentralisation, mais avec tous les aspects que la lutte de classe exacerbée aujourd'hui suppose. Vouloir une mobilisation consciente de la majorité du peuple, vouloir élargir les libertés fondamentales dans toutes les phases de la transformation sociale, être inconditionnellement attaché aux libertés, c'est, à la fois, la condition et la garantie d'un socialisme démocratique. □

Les démocrates

La mairie de Vierzon est P.C.F. Mais est-ce une raison suffisante que celle-ci refuse une salle municipale à Lutte ouvrière ? Une manifestation de protestations contre de tels agissements a été organisée le 15 octobre par le P.S.U., la C.F.D.T., le S.G.E.N. et L.O. Elle a rassemblé près de trois cents personnes. Une heure plus tard, au moment où Marchais dialoguait avec Europe n° 1, un auditeur posait à Marchais le problème de la liberté de réunion à Vierzon. Voici un extrait du dialogue avec Europe n° 1.

... Marchais. — Je ne suis pas au courant.

L'auditeur. — C'est dommage que vous ne soyez pas au courant car c'est très intéressant.

Europe 1. — Dépassons le cadre de Vierzon, monsieur Marchais, et répondons sur le plan général. Est-il normal de refuser une salle ou est-ce qu'il y a des raisons particulières ? Ou est-ce que ce serait, au contraire, bien de les accorder pour que tous les partis politiques, toutes les tendances de l'opinion puissent s'exprimer ?

Marchais. — Oh ! absolument. Je crois me souvenir... Je ne crois pas dire de bêtise... Il me semble qu'on avait dû nous demander la salle à Levallois pour un congrès radical. Nous avions dit oui.

Europe n° 1. — Alors, vous choisissez vos invités ?

Marchais. — Non, je ne choisis pas mes invités... Je ne choisis pas... Je ne choisis pas... Nous sommes absolument pour la liberté de réunion.

Vacances de neige

A Monétier, petite station des Alpes du Sud :

5 téléskis
Près de Serre-Chevallier
Excellents enneigement et ensoleillement

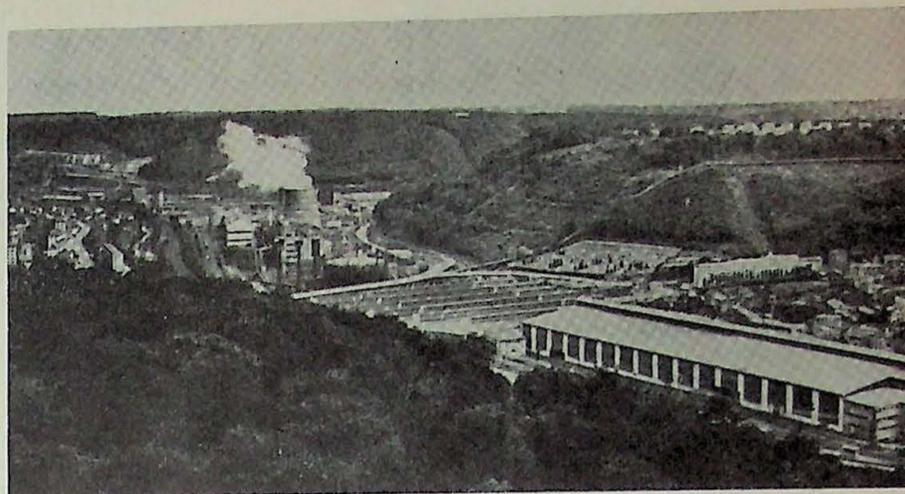
Cours de ski facultatifs et gratuits
Convient aux célibataires et aux familles.

1 SEMAINE : 220 F⁰⁰
(de 245 à 275 F pendant les vacances scolaires)

Réductions pour les enfants

S'adresser à A. Barthélémy, 78 bis, rue du 8-Mai-1945 - Villeurbanne-69 - Tél. : (78) 84-81-24.

Un reportage de R. Grillault en Lorraine : des militants de Wendel-Sidelor expliquent à notre envoyé spécial comment s'organise la résistance populaire



La lutte ou la valise

Ce slogan est celui que nos camarades P.S.U. de la sidérurgie lorraine ont tracé sur les pancartes et banderoles dans la manifestation organisée le 16 novembre à Hayange, par la C.G.T. et la C.F.D.T. Il signifie que face aux projets capitalistes aujourd'hui une seule solution s'impose : **la lutte politique.**

Une annonce de fermeture attendue

La guerre des fermetures d'entreprises a été lancée depuis 1966 par les dirigeants de Wendel-Sidelor. La décision de démanteler progressivement Micheville, Fenderie, Hayange et Homécourt a été prise de longue date. Annoncée officiel-

lement le 27 octobre, la nouvelle avait été donnée 15 jours auparavant à des responsables de la fédération générale de la métallurgie C.F.D.T.

Il faut d'abord dégonfler un certain nombre de baudruches lâchées par le patronat et l'Etat.

Dherse a annoncé que Solmer (l'usine de Fos) ne pouvait être construite en Lorraine, car il faudrait 20 millions de tonnes de minerai pour faire tourner cette usine en 1980 et que, dans ces conditions, on réduirait la durée de vie du bassin lorrain. Alors pourquoi Wendel-Sidelor a-t-il vendu trois mines de fer aux Allemands et pourquoi les patrons vendent-ils 18 millions de tonnes de minerai lorrain à l'étranger en pillant la Lorraine ?

En ce qui concerne la fermeture de Micheville-Villerupt, on se demande pourquoi l'arrêter. Dans les « Actualités Industrielles Lorraines » n° 121 d'août 1969 on peut en effet relever : « Les trains à rails de Hayange et de Micheville sont déjà anciens mais nullement démodés. Celui de Micheville est même remarquablement conçu pour laminier spécialement des rails, il se classe même parmi les **plus modernes du monde.** »

En ce qui concerne l'avenir de la région Lorraine, Debré, alors Premier ministre, déclarait : « Désormais, les Lorrains doivent être assurés que l'industrie sidérurgique et toutes les industries vivant de cette industrie ont un **grand avenir** devant elles. L'industrie sidérurgique a accepté de prendre une part dans des sociétés qui utilisent des fonds pour créer de nouvelles industries de telle façon que les possibilités d'emplois soient encore plus grandes qu'elles n'étaient dans le passé. »

On attend toujours ces nouvelles industries en Lorraine.

En fait ces déclarations démagogiques ou triomphantes visaient essentiellement à désamorcer l'inquiétude qui, en Lorraine, depuis cinq ans, grandit sans cesse chez les travailleurs. Vivant sur les acquis du passé, grappillant des crédits à droite et à gauche (Etat, C.E.C.A.), l'élite maitres de forge vivaient en fait sur l'acquis du passé en exploitant sans cesse plus les travailleurs. Le démantèlement de la sidérurgie lorraine n'est donc pas une nouveauté. Depuis cinq ans, on creuse une tombe en Lorraine pour mieux financer un mausolée à Fos. La religion ? le profit, le fric ! Exemple significatif : De Wendel-Sidelor détiennent des postes d'administrateurs **dans 107 sociétés et banques** et ce pour 13 personnes. Ces sociétés ne sont pas les moins rentables bien sûr (Bureaux de vente, Sociétés de transport, d'affrètement, etc.).

La C.F.D.T. a dans un tract accusé les De Wendel et leurs mercenaires de vol, malhonnêteté et d'incompétence. Justifiées en ce

qui concerne une certaine morale, ces accusations sont inexactes si l'on raisonne par rapport à la logique du profit. MM. Dherse et compagnie sont de très bons capitalistes. Ils appliquent la logique Accumuler-supprimer ce qu'ils ne jugent pas rentable et ensuite investir.

C'est en tant que tel aujourd'hui qu'il faut les juger. Les conséquences que leur basse besogne vont avoir pour les travailleurs sont à combattre dès aujourd'hui.

Le démantèlement des vieilles usines ne sera pas le seul. La concentration du personnel aux seules fins de la rentabilité entraînera des suppressions dans les usines modernisées (Sollac et Sacilor) elles-mêmes.

La politique mono-industrielle et coloniale des Wendel et leurs valets gouvernementaux a commencé il y a deux cents ans. 10.000 emplois ont été annoncés depuis 1966, aujourd'hui elle continue. **Il faut enfin l'abattre.**

Les réactions réformistes

Dès que s'est posé le problème du chômage, la politique de gauche traditionnelle a jusqu'ici été de faire de grandes manifestations avec écharpe tricolore sur les fières poitrines des élus locaux communistes, socialistes et autres en tête de cortège.

Marchais et Mitterrand se sont jetés sur l'os à ronger : ils descendent en Lorraine, l'un pour annoncer qu'il existe un programme de gouvernement (celui du P.C.F.) qui résoudrait tous les problèmes par « d'amples nationalisations », l'autre pour annoncer que lui aussi il en fait un et que le P.S. est de tout cœur avec les Lorrains. Les voyages et la démagogie se multiplient quand on approche des élections. Rappeler aux Lorrains qu'ils ont élu des U.D.R. en 68, que deux ou trois P.C. feraient bien l'affaire telle est la logique de nos leaders de gauche.

« La Voix de la Moselle », journal communiste lorrain, est significatif à cet égard : dans son numéro du 5 novembre 1971, il titre :

Assemblée générale étudiante de la région parisienne
Vendredi 26 novembre à 20 h, au siège du P.S.U.,
9, rue Borromée, Paris XV^e
Présence de tous les militants indispensable

T.S. Femmes

La crise financière que traverse « T.S. » nous interdit de publier le numéro spécial « Femmes » si nous ne sommes pas assurés à l'avance d'une diffusion militante importante et si les commandes ne sont pas préalablement réglées.

Or actuellement, sur les 8.000 commandes reçues, pour ce « T.S. », seulement 4.000 ont été réglées. Il nous faudrait au moins le double de commandes dont 10.000 réglées.

Parce que ce numéro est capital pour l'ensemble du P.S.U. nous demandons à chacun d'assurer sa parution. Nous présentons ci-dessous le sommaire de ce numéro.

- Rôle de la famille.
- Les associations populaires familiales.
- Jeunes travailleuses des P.T.T.
- Femmes non politisées.
- Action locale femmes.
- Interview de Jeannette Laot (membre de la C.E. de la C.F.D.T.).
- Les femmes et le travail :
 - les intérimaires,
 - les paysannes,
 - les employées des grands magasins,
 - les infirmières,
- Les femmes dans le monde :
 - Albanie,
 - Women's lib.

« Le programme de gouvernement démocratique d'union populaire du parti communiste français apporterait des solutions à la crise économique qui ébranle la Lorraine. » Sous ce titre prometteur, une page entière serait-elle consacrée aux travailleurs lorrains ? Non, bien sûr ! Une page entière cite le programme. Ce martèlement fait par le parti communiste canalise la révolte vers les solutions réformistes. Il est vrai que le P.C.F. a un haut-parleur puissant : la C.G.T.

La CGT a organisé l'action selon tout le tralala habituel : petite manifestation à Villerupt avec les élus communistes locaux, plus grande à Longwy le 5 novembre, plus grande encore (avec 24 heures de grève en appui, sur laquelle la C.G.T. n'a pas insisté outre mesure dans les entreprises), le 16 novembre, mais avec cette fois-ci secrétaire national de la fédération des métaux C.G.T. et enfin une bien plus grande manifestation encore pour toute la Lorraine à Metz.

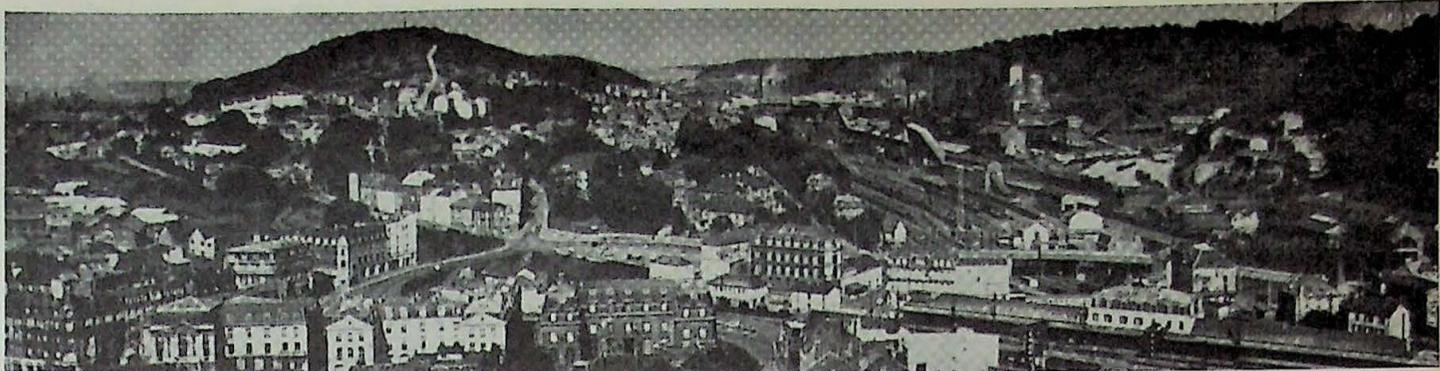
Les démonstrations si elles correspondent bien aux vieux rituels, si elles mobilisent les services d'ordre, font oublier que les travailleurs portent les coups les plus durs au patronat dans leurs entreprises.

La C.F.D.T. : un coup à gauche, un coup à droite

En ce qui concerne la C.F.D.T., son attitude est moins simpliste. Le Conseil Syndical de septembre, en partant de l'analyse des trente usines représentées, n'avait abouti qu'à des propositions de négociations, de commissions paritaires. La C.F.D.T. proposait surtout de se battre pour qu'il n'y ait pas de pertes de salaire et d'obtenir une série d'avantages sur les trois huit. Les perspectives défensives liées aux revendications nationales prioritaires de la F.G.M. (Fédération générale de la métallurgie) : retraites, semaine de 40 heures et conditions de travail, laissaient augurer d'un suivisme relatif vis-à-vis de la C.G.T. Cette impression a été confirmée : dans les différentes rencontres entre les responsables régionaux, la C.F.D.T. a défendu l'idée d'organiser les actions et manifestations à partir d'une mobilisation dans les usines. Ses dirigeants ont, après l'annonce de Dherse, multiplié les déclarations à la presse, à la radio régionale, tentant ainsi de déborder la C.G.T. au niveau des initiatives spectaculaires. Les réunions de militants étaient très suivies et les responsables fédéraux y multipliaient les déclarations dures.

Pourtant ce fut la C.G.T. qui, le 30 octobre, fit les premières propositions : manifestations dans la rue avec grève de 24 heures pour la mi-novembre.

Le 3 novembre, au cours d'une rencontre commune C.G.T.-C.F.D.T., les responsables fédéraux, partis avec l'intention de défendre leur position jusqu'au risque de rupture et de refuser la grève de 24 heures seulement et la temporisation de l'action, se ralliaient aux positions de la C.G.T.



Ils se justifient ainsi : « C'est uniquement pour préserver l'unité des travailleurs que nous avons dû céder aux exigences de la C.G.T. »

Le résultat le plus visible de ce ralliement aux propositions de la C.G.T. fut un tract commun rédigé quasi-exclusivement par la C.G.T.

Des militants C.F.D.T. refusèrent de distribuer ce tract et exigèrent qu'un autre tract C.F.D.T. paraisse. Ce fut fait. Ce tract se terminait par ces phrases : « Nous ne som-

la campagne du P.C.F. Pour la C.F.D.T. si l'objectif n'est que celui-là, il semble bien qu'enfermée qu'elle était, dans l'unité d'action, elle n'a pas pu, ni voulu, trouver une certaine autonomie par rapport à la C.G.T. Sa proposition de commission d'enquête gouvernementale gadgetique, pouvait cependant mettre en évidence la complicité de l'Etat et de Dherse. Les déclarations de Fontanet auraient à cet égard pu être mieux utilisées. Com-

tre une certaine stratégie patronale qui est en cause. Dénoncer la politique patronale, montrer qu'elle est liée à la logique du système capitaliste est une urgence pour le mouvement révolutionnaire : Toutes les propositions réformistes qui tendraient à faire croire qu'on peut aménager les mutations, retarder l'heure du démantèlement, par des négociations sont à combattre idéologiquement. C'est le premier objectif que s'est fixé le groupe de militants P.S.U. de la sidérurgie. Dans les assemblées générales, par tracts, ils proposent une lutte de longue haleine. Le capitalisme ne fait jamais de cadeau.

Résistance populaire

Le patronat a porté un mauvais coup. Il faut lui en porter un plus dur encore.

On sait maintenant que Dherse pleurniche sur les difficultés qu'il rencontre pour financer Fos. La logique de l'accumulation et de la concentration capitaliste a ses revers de médaille : la concurrence.

Dans cette conjoncture les travailleurs lorrains ont une chance de faire plier le patronat en lui faisant perdre de l'argent, c'est-à-dire en désorganisant la production dans les complexes sidérurgiques les plus modernes, orgueil du trust Wendel-Sidelor, en exigeant de réelles reconversions. D'aucuns diront que cette stratégie est rétrograde et va contre le progrès des techniques et le développement de la science... Elle permettra en tout cas de poser cette question ! Pour qui, pourquoi modernise-t-on ? Les travailleurs lorrains viennent de comprendre que ce n'était pas pour eux. Modernisation = perte d'emplois et augmentation des cadences.

Les moyens de désorganiser ou de bloquer la production ? Les sidérurgistes savent que sans aller jusqu'au sabotage, c'est facile. C'est la bataille politique qui sera la plus dure. Il faut donc dès le départ une rupture avec tous ceux qui veulent faire de cette lutte un fer de lance électoral. Ce n'est qu'à ces conditions qu'un front de lutte sur l'emploi pourra enfin être ouvert en dehors des schémas traditionnels. La Lorraine n'est pas seule en cause. Le million de chômeurs pour l'année prochaine mérite enfin que le mouvement révolutionnaire sorte des sentiers battus. C'est à une résistance populaire que les sidérurgistes appellent aujourd'hui la population lorraine. En état de légitime défense, tous les moyens sont bons. Aujourd'hui il faut les prendre. □

Attention

La troisième conférence nationale Entreprise aura lieu les 18 et 19 décembre (et non les 11 et 12 comme prévu précédemment).

Lieu : Le Chatelard. Francheville-le-Haut (Rhône).

Les camarades lyonnais baliseront la route.

Heure : le 18 décembre à 9 heures.



Le numéro 14 du « Courrier des entreprises » est déjà sorti avec :

- l'ordre du jour,
- les textes préparatoires.

Deux autres numéros sont en cours :

- le numéro 15 sortira le 17 novembre, avec en particulier la plate-forme C.G.T.-C.F.D.T. et les deux textes des centrales sur le socialisme,
- le numéro 16 est prévu avec les contributions des sections et groupes d'entreprise.

DEMANDEZ-LES AUX RESPONSABLES FEDERAUX
ABONNEZ-VOUS

mes pas des pantins... la résistance s'impose pour une action dure et de longue haleine. » Il rappelait par ailleurs que ce sont tout d'abord les travailleurs qui sont touchés par la crise : façon de dire à la C.G.T. et au P.C.F. que si les travailleurs sont des électeurs, ils ne sont pas que ça.

Pourtant, la journée du 16 novembre s'est déroulée selon le rituel consacré. La mobilisation n'a pas donné tout ce qu'on pouvait en attendre. La grève n'a pas été générale. La longue promenade, qui se termine par « des déclarations des secrétaires nationaux » n'est qu'un palliatif à des luttes plus dures.

Quels objectifs pour la lutte ?

Que l'objectif principal soit encore aujourd'hui pour la C.G.T. et avec certaines nuances (quant à la dureté des formes d'action) pour la C.F.D.T., la création d'un rapport de force pour obtenir de véritables négociations mérite réflexion. Pour la C.G.T., des contre-propositions liées à la conservation de l'outil de travail, restent l'axe essentiel lié à

ment aujourd'hui sortir de cette impasse ?

C'est tout d'abord en démontrant que les cartels syndicats-partis politiques-organisations diverses mis en place depuis des années, chaque fois qu'un licenciement est annoncé, n'ont que peu d'intérêt. Les négociations de sommet pour intéressantes qu'elles soient pour ceux qui y participent, n'ont jusqu'ici abouti en Lorraine qu'à des défilés-promenades. Ils n'ont surtout pas permis la liaison lutte dans l'entreprise-luttes des couches populaires concernées par le chômage. Ils n'ont pas débouché sur les nécessaires contacts des travailleurs lorrains avec les travailleurs allemands, actuellement indispensables pour s'opposer à la stratégie internationale du patronat. Ils n'ont pas pu permettre d'organiser les luttes à la base. Les luttes contre le chômage sont sorties des entreprises avec ce genre de cartel ! Certes ! Mais pour rencontrer la démocratie avancée du P.C.F. et de la C.G.T.

Aujourd'hui tout est à inventer. La révolte des travailleurs lorrains ne se contente pas de grèves de 24 heures. C'est toute la lutte con-

QUELLE STRATÉGIE RÉVOLUTIONNAIRE ?

Poursuivre le débat au sein du mouvement révolutionnaire

Au début du mois d'octobre, le Bureau national du P.S.U. envoyait une lettre aux diverses organisations qui s'inscrivent dans le courant révolutionnaire (cf. « T.S. » du 7 octo.) pour leur proposer une rencontre

— sur l'examen de la situation politique : difficultés du mouvement révolutionnaire, tentatives frontistes et remontée des courants réformistes ;

— sur les initiatives communes entre le P.S.U. et les diverses organisations révolutionnaires, sur la base des dix thèmes retenus au Congrès de Lille et dans la perspective d'une élaboration commune du programme révolutionnaire.

La plupart des organisations concernées ont répondu à cette lettre. C'est ainsi que deux délégations du P.S.U. et de la Ligue communiste se sont rencontrées le 21 octobre : on trouvera ci-dessous la réponse

de la Ligue communiste et la lettre qui a été lue par Michel Rocard au nom du P.S.U. au début de la rencontre. Cette réunion a permis de confronter les appréciations des uns et des autres sur la situation politique ainsi que sur la stratégie et la pratique de chaque organisation. Il leur est apparu possible de rechercher dès maintenant des actions communes dans le cadre du Front de Solidarité Indochine et dans certains secteurs de l'Université. Les deux organisations souhaitent également engager un débat, entre elles, ou avec d'autres organisations, sur les voies de passage au socialisme dans une société telle que la nôtre. Une nouvelle rencontre est prévue pour fin novembre.

Le 4 novembre, le P.S.U. recevait une délégation de l'Organisation Révolutionnaire Anarchiste. Les représentants du P.S.U. ont pris connaissance avec intérêt des objectifs et des moyens d'action d'une organisation encore mal connue. L'analyse de la situation du mouvement révolutionnaire et de ses difficultés après Mai 68 leur a été largement commune. Des actions communes sont envisagées contre la répression (Secours rouge, liberté de la presse), sur les problèmes régionaux, les travailleurs immigrés, l'Indochine. Un débat sur l'autogestion est envisagé, notamment à l'occasion d'une prochaine rencontre prévue fin novembre.

Le 15 novembre, une délégation des Centres d'Initiative Communiste a rencontré une délégation du P.S.U. Les C.I.C., qui lancent un journal mensuel, « Action », entendent se constituer sur la base d'une action réellement « communiste » que le P.C.F. n'est pas capable de mener aujourd'hui. Face à la crise menaçante et à l'inquiétude des travailleurs qui veulent assurer leur unité contre celle du patronat et du pouvoir, les militants révolutionnaires doivent reprendre l'initiative. Cette analyse rejoint celle du P.S.U. Aussi le débat entre les délégations s'est-il rapidement orienté vers les initiatives à prendre et les formes d'organisation nécessaires. Elles ont publié le communiqué suivant :

Lettre de la Ligue au P. S. U.

Paris, le 13 octobre 1971

Le Bureau Politique de la Ligue Communiste
au Bureau National du P.S.U.

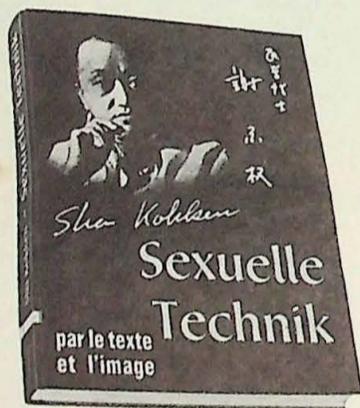
Chers camarades,

Après avoir étudié votre lettre du 30 septembre 1971, nous tenons à vous faire part des premières réflexions qu'elle nous inspire. En premier lieu nous nous étonnons de ne rien voir dans votre lettre sur la situation internationale, et en particulier aucune proposition d'action

« Deux délégations des Bureaux nationaux respectifs du Parti Socialiste Unifié et des Centres d'Initiative Communiste se sont rencontrées le lundi 15 novembre au siège du P.S.U. Leur discussion a essentiellement porté sur les conditions qui permettraient de réaliser l'unité des travailleurs dans une perspective socialiste. Des convergences sont apparues entre les deux délégations qui ont convenu de se retrouver à nouveau dans deux semaines. »

D'autres rencontres sont prévues dans les jours à venir avec Lutte ouvrière, l'Alliance marxiste révolutionnaire et le groupe Révolution. Les militants de la Cause du peuple n'ont pas répondu à la lettre du P.S.U.

Déjà les premières rencontres permettent de faire quelques constatations. Chacun des groupes révolutionnaires conserve sa propre problématique, ce qui ne permet pas de réaliser rapidement une unité stratégique et a fortiori programmatique. Néanmoins, au-delà des actions communes qui répondent aux nécessités immédiates du combat, apparaît nettement l'exigence d'une proposition qui concerne la société socialiste à construire. C'est le rapport entre l'action d'aujourd'hui et la société de demain qui permet de caractériser effectivement le courant révolutionnaire par rapport aux courants réformistes. C'est pourquoi le P.S.U. se doit de prendre des initiatives capables de débloquent la situation et de fournir aux militants révolutionnaires, organisés ou non, les références politiques nécessaires. Telle devrait être la tâche de la Direction politique nationale réunie les 20 et 21 novembre. Sa capacité à définir les axes d'un projet sur la société socialiste à construire sera le moyen le plus sûr de lancer le débat parmi les militants eux-mêmes, à la base et dans les luttes. C'est alors que les débats entre organisations pourront dépasser le face à face et assurer les convergences nécessaires. □



Ce livre nous vient du Japon. Il est écrit par un des plus grands médecins de ce pays, le Dr SHA KOKKEN. Pour aider les nombreux couples qui ignorent comment réussir une entente heureuse de leurs corps, alors que leurs cœurs battent à l'unisson.

Ces couples trouvent dans « SEXUELLE TECHNIK » une documentation très sérieuse, très claire et compréhensible sur les méthodes à employer et l'indispensable hygiène. Les nombreuses illustrations instruisent le lecteur aussi clairement que possible sans le choquer jamais. Des précisions, oui. De la vulgarité, jamais.

Il faut lire ce livre remarquable qui allie à une extrême délicatesse de sentiment, une connaissance profonde du cœur et du corps humains.

« Sexuelle Technik » n'est pas un ouvrage érotique. C'est une œuvre dont l'auteur connaît l'importance de l'amour dans la vie des hommes.

« Les rapports conjugaux ne sont plus exclusivement un acte de procréation, mais un constant et attrayant dialogue amoureux entre les époux. Les nouvelles conceptions sexuelles dans le mariage exigent aussi la connaissance et la pratique d'une hygiène précises afin de déclencher les joies érotiques. »

Ces lignes sont extraites de l'avant-propos du Docteur SHA KOKKEN.

Traduit dans presque toutes les langues, ce livre voit son tirage dépasser 2 500 000 exemplaires. Il est envoyé franco par les EDITIONS GUY DE MONCEAU 34, rue de Chazelles, PARIS-17^e, C.C.P. Paris 67-47-57 Prix : 55 F en chèque bancaire ou C.C.P.

Aucun envoi n'est fait contre remboursement, ni payable à réception.

Veuillez m'envoyer « SEXUELLE TECHNIK » (T.S.)
M.
Adresse
Mode de paiement

compte dans vos analyses de la clarification qui s'est opérée au sein de l'extrême-gauche révolutionnaire. Alors que le courant marxiste-révolutionnaire s'est considérablement renforcé ces derniers temps, la mouvance mao-spontanéiste s'est de plus en plus isolée des luttes en cours avec des « actions minoritaires, sans support politique ».

Cette différenciation porte sur des questions fondamentales telles que l'appréhension du rapport de forces entre les classes, le rôle des syndicats et des partis, le type de rapports qui existent entre la classe ouvrière et les organisations réformistes.

Dans le contexte politique présent et dans le cadre d'une politique unitaire, continuer à parler de façon indifférenciée de mouvement révolutionnaire ou de gauchisme, peut certes aider à mener des opérations tactiques d'équilibrisme, mais ne permet en aucune façon de dégager des axes stratégiques pour la période.

Ainsi nous sommes prêts à mener des actions ponctuelles sur des thèmes précis avec tous les groupes révolutionnaires, mais nous ne voyons aucun intérêt à engager des discussions visant à créer un « pôle révolutionnaire puissant » avec des groupes dont les analyses et les perspectives sont contradictoires aux nôtres. L'expérience du Secours rouge fut assez éloquente en la matière.

Face à l'opération Mitterrand qui risque de trouver une certaine crédibilité dans le mouvement ouvrier encore dominé par le réformisme et l'électoratisme, il nous semble nécessaire d'offrir une alternative et de prendre les initiatives en conséquence.

Le but n'étant pas de « mettre en évidence les terrains sur lesquels se joue l'avenir du mouvement révolutionnaire par sa capacité à s'unifier sur le terrain des luttes », mais d'abord et avant tout de susciter des luttes, et à travers elles d'éduquer le maximum de travailleurs dans un sens anticapitaliste sur la base d'un programme alternatif à celui du P.C.F. L'unité des révolutionnaires n'est pas une perspective en soi, encore faut-il savoir son contenu et ses buts. Vous nous proposez 10 campagnes et 4 objectifs. Leur généralité est telle qu'aucun militant révolutionnaire ne pourrait s'opposer à ce menu à la carte. Mais tout ceci nous semble irréaliste.

Le problème pour nous en fonction de nos forces est de dégager des terrains de lutte prioritaires et certaines campagnes en fonction de buts politiques précis, et non pas d'aligner 10 ou 15 thèmes de lutte qui n'auraient de réalité que sur le papier et qui ont des implications très différenciées.

Il nous semble qu'aujourd'hui certaines luttes (logement, immigrés, cadre de vie...) sont importantes mais ne permettent pas directement d'opérer une différenciation autre que propagandiste avec l'offensive réformiste de l'Union de la gauche, et peuvent être, en grande partie, reprises dans le cadre de cette opération en cours, ce qui a commencé sur les transports.

Certes ce n'est pas une raison pour s'y opposer, car nous devons être au premier rang des luttes qui intéressent directement les travailleurs. Mais en tant que militants d'avant-garde nous pensons qu'aujourd'hui le terrain privilégié des luttes se situe en direction des entreprises comme en témoigne la grève R.A.T.P. Or, c'est là que les directions réformistes laissent apparaître clairement leur jeu en sabotant systématiquement les luttes. Mitterrand n'y a aucune force, la direction du P.C.F. quant à elle n'est pas prête à des luttes d'envergure dont elle craint la dynamique.

Dans ce domaine une intervention sur le contrôle ouvrier et la démocratie ouvrière nous semble intéressante, encore faudrait-il ne pas en rester aux généralités, et préciser comment vous comptez intervenir dans ces luttes et dans les syndicats où jusqu'à présent vous avez une pratique pour le moins très éclatée.

Pour débattre de tous ces problèmes, nous sommes prêts à vous rencontrer malgré le bilan

négligé que nous tirons de votre ancienne politique unitaire plus dominée par des soucis tactiques que par la volonté de préciser vos orientations et d'engager, ce qui nous semble indispensable, un débat public sur la situation politique et les tâches des révolutionnaires.

Nous vous soumettons pour préparer la discussion, le texte adopté par notre Comité central.

Nous attendons de vous de claires explications de vos positions sur l'union de la gauche.

Croyez, chers camarades, à nos salutations communistes.

Pour le B.P. de la Ligue Communiste

Alain KRIVINE

...et la réponse du P.S.U.

Paris, le 26 octobre 1971

A la délégation du Bureau Politique
de la Ligue Communiste

Chers camarades,

Votre lettre du 13 octobre, comme vous le souhaitiez sans doute, a suscité un certain nombre de réflexions de la part de notre Bureau national. Puisque, selon notre décision commune, deux délégations de nos organisations doivent se rencontrer le 26 octobre, cette réponse écrite traduit en fait l'introduction par laquelle nous ouvrirons le débat.

Nous ne pouvons laisser sans réponse un certain nombre de vos affirmations, pas plus que nous ne pouvons oublier certaines pratiques, certains comportements qui ont caractérisé votre organisation ces derniers temps.

Que votre organisation se refuse à être baptisée « gauchiste » ne regarde que vous, bien entendu. Que vous confondiez le mouvement révolutionnaire avec les seuls groupes dits révolutionnaires est beaucoup plus grave. A nos yeux, en effet, un tel mouvement n'a de sens que dans la mesure où il s'inscrit objectivement dans la conscience, les luttes et la condition réelle des travailleurs. Nous nous refusons à considérer que le mouvement révolutionnaire aura pu avancer d'un pas parce qu'un certain nombre de militants, généralement étudiants, se seront proclamés l'avant-garde de la classe ouvrière ; or, la Ligue communiste semble continuer de se bercer de cette illusion, pensant sans doute qu'à partir du moment où elle renforce son organisation, sa discipline militante, son centralisme, elle tend par le fait même à se substituer au Parti communiste français aux yeux des travailleurs.

En s'instituant principalement comme l'instance critique de l'alliance P.C.-P.S., selon les termes mêmes de votre lettre qui condamne l'existence d'un pôle révolutionnaire et majeure à la fois l'opération Mitterrand et le programme du P.C.F., la Ligue communiste souhaite peut-être se faire reconnaître comme un interlocuteur valable par les parties en présence ; c'est son affaire, mais c'est aussi la nôtre à partir du moment où un tel comportement entraîne l'immobilisation de toute une force militante que vous avez déjà exclue du Secours rouge, transformant ainsi la nature de cette organisation et que nous craignons de voir s'exclure d'autres terrains de combat.

En particulier, votre condamnation de l'action sur les transports nous paraît spécialement scandaleuse à l'heure actuelle ; elle renforce les organisations réformistes dans leur volonté de contrôle organisationnel et empêche l'expression des conflits réels, tant au niveau des usa-

gers que des travailleurs des transports. Votre adhésion agitative à la grève des conducteurs du métro sans concertation sérieuse avec les autres organisations concernées par la lutte ouvrière et votre refus de participer à la manifestation du 22 octobre tendraient à nous faire croire que vous entendez vous imposer aux travailleurs en tant qu'organisation et non pas en tant que force militante en appui aux luttes essentielles de l'ensemble des travailleurs de la R.A.T.P.

On retrouve ici, comme on le voit par le comportement de certains de vos militants, à l'intérieur des organisations syndicales, une conception de la démocratie ouvrière qui ne pourra jamais être la nôtre : l'organisation à l'intérieur du syndicat d'une fraction politique intervenant plus ou moins comme telle pour le plus grand bénéfice de ceux qui se proclament l'avant-garde des travailleurs. Cette conception porte en germe le stalinisme que pourtant vous condamnez par ailleurs : elle n'est pas la nôtre et ne le sera jamais.

Enfin, vous avez pris, en tant qu'organisation, des initiatives qui visaient à débaucher nos propres militants. La rencontre entre Alain Krivine et quelques militants de notre fédération de Paris montre assez le prix que vous attachez à de tels contacts. Il ne nous paraît pas sérieux de parler de débat public entre nos organisations quand vous êtes amenés à rechercher d'autres débats de ce type, exploités à complaisance par la presse et par des représentants qualifiés de la social-démocratie.

Nous osons espérer que sur les luttes qui concernent l'Indochine comme sur la répression, vous vous absteniez de remarques dont la seule justification est que pour aucune organisation, il n'a jamais été possible de résumer de manière exhaustive dans une lettre de deux pages la totalité de ses orientations théoriques et de sa pratique militante. Vous faites injure par de telles remarques, à l'ensemble des camarades étrangers qui ont participé à notre dernier congrès, en particulier aux camarades du Front national de libération du Sud-Vietnam. Ces remarques nous obligent à nous interroger sur le type d'internationalisme qui est le vôtre ; s'il n'est point de salut en dehors de la IV^e Internationale, alors nous risquons fort, n'appartenant pas à cette organisation, de ne plus avoir grand-chose à vous dire.

Encore une fois, ceci serait très certainement au détriment de la lutte globale pour la victoire des peuples d'Indochine.

Nous restons persuadés que la Ligue communiste constitue une force militante indispensable au combat révolutionnaire. Et c'est pourquoi nous entendons poursuivre les conversations avec vous, nécessaires au développement d'un tel combat. Nous ne pouvons néanmoins vous cacher notre inquiétude devant l'immobilisation de cette force militante, dans les conditions actuelles ; nous ne voyons pas, ni sur le plan étudiant, ni sur le plan universitaire, ni à travers les luttes ouvrières et paysannes, comment cette force a pu se manifester ces derniers temps, si ce n'est pour proclamer son existence et attirer l'attention sur elle.

Cette attitude nous semble constituer un des éléments de la crise du mouvement révolutionnaire. Nous sommes également fort conscients de la difficulté de nos propres combats. Nous osons espérer que nos conversations nous permettront aux uns et aux autres, de mieux situer un enjeu que nous savons commun : le développement d'un courant révolutionnaire de masse, capable de s'imposer dans le rapport de forces, dans les luttes de classe, à l'intérieur de notre société.

C'est dans cette perspective que nous vous transmettons, chers camarades, nos salutations socialistes et révolutionnaires.

Pour le Bureau National du P.S.U.,

Michel ROCARD

Le réformisme se manifeste

Pour une théorie et une pratique
révolutionnaires

Critique socialiste

Revue théorique du P.S.U.
bimestrielle

● Le n° 5 vient de paraître (100 p.)

Sommaire :

- Sur les thèses du Manifesto (Jacques KERGOAT)
- La stratégie des forces ouvrières à la lumière des événements de Reggio Calabria (Jean ROIG)
- Pour un débat sur la stratégie internationale (Manuel BRIDIER)
- Culture et mouvement féminin (Sharon COURTOUX)
- Réflexions sur le problème de la femme (Thérèse CARETTE)

● A paraître dans les n° suivants

- Lénine sur la question nationale et sur les Etats-Unis socialistes d'Europe (Pierre NAVILLE)
- Sur les bases objectives du révisionnisme en France (Emmanuel TERRAY)
- Sur le Traité d'Economie Marxiste et le programme du P.C.F.
 - Nationalisations, entreprise, Etat (Philippe BRACHET)
 - L'économie politique de la classe ouvrière (J.-M. VINCENT)
 - Politique économique et planification (M. BRETON)
 - Sur les qualifications et l'exploitation du travail (Pierre ROLLE).

Le n° 5 F. Abont : 1 an = 6 n° = 24 F

- Indiquez le numéro de départ de votre abonnement
- Achats par 10 exemplaires : 45 F
par 20 exemplaires : 80 F

« CRITIQUE SOCIALISTE »
9, rue Borromée, 75-PARIS 15^e
C.C.P. n° 58-26-65 PARIS.

Les militants du P.S.U. ont appris en lisant leur journal qu'un certain nombre de leurs camarades étaient co-signataires d'un « Manifeste pour un socialisme d'aujourd'hui » qui se propose de donner un programme de transition socialiste à « une éventuelle coalition des forces de gauche » (1).

Une procédure inadmissible

Le rappel suffit à mettre en évidence le caractère inadmissible d'une telle procédure. Non que nous ayons une conception étriquée de la démocratie interne qui interdise de faire état publiquement d'un débat au sein du P.S.U. Au contraire. Mais les risques d'une réelle démocratie que se refusent à prendre non seulement le P.C.F. mais la quasi-totalité des groupes d'extrême-gauche ne va pas sans une exigence fondamentale : le respect des principes élaborés en commun. Ces principes sont simples et il est étonnant d'avoir à les rappeler à tous les camarades de quelque courant qu'ils soient qui croient pouvoir faire du « Monde » le bulletin intérieur du P.S.U. Le premier consiste à ce que tout texte, toute recherche, rendus publics, aient préalablement été discutés au sein du parti. Le second est que la décision de rendre publics des textes soit décidée par une instance responsable et représentative du parti.

Or, force nous est de constater que les membres du parti qui ont signé ce que la presse appelle déjà « le texte Martinet » n'ont respecté aucune de ces deux règles fondamentales pour la démocratie du parti. Prétendre dans ces conditions que la parution d'un tel texte est rendue nécessaire par le besoin de sortir des problèmes tactiques internes aux organisations en élevant le débat sur le fond, c'est-à-dire sur le programme est une erreur grave. Curieuse façon en effet de débloquer la situation et d'aider un parti à sortir de ses difficultés, que de présenter une plate-forme pour un programme à la veille d'une session de la D.P.N. qui doit précisément discuter d'un projet du Bureau National sur ce même point !

Il y a plus grave. Les conditions de publication de ce texte et la perspective stratégique qu'il propose peuvent laisser supposer que ce manifeste est le prélude à la création d'un mouvement ou d'une fraction au sein du P.S.U. Sans doute certains des principaux signataires et Gilles Martinet lui-même ont déclaré qu'il n'en était pas question. D'autres comme Pierre Vidal-Naquet ont annoncé qu'ils retireraient leur signature si tel était le cas.

Nous prenons acte de ces déclarations mais leur précipitation même laisse supposer qu'il y a eu, ou qu'il y a encore une ambiguïté profonde quant aux initiatives politiques que les signataires de ce texte pourraient être amenés à prendre. Le moins que le parti puisse demander c'est donc une explication claire sur ce point.

Mais les problèmes posés par cette déclaration ne concernent pas simplement la procédure de discussion au sein du parti. Un certain nombre de propositions avancées par les signataires du texte et la stratégie proposée doivent être non seulement discutées mais réfutées au

nom même de l'objectif que poursuivent les auteurs, le lancement d'un programme de transition vers le socialisme.

Un débat de fond

Il reste qu'à côté des désaccords graves sur lesquels nous allons revenir, ce texte a le mérite sur un certain nombre de points de tenter une approche marxiste de la transition au socialisme que rompt avec la mythologie populiste sur laquelle a trop vécu une partie de l'extrême gauche française au cours de ces trois dernières années.

En affirmant en effet que « l'objectif du socialisme est de faire surgir une autre logique à partir des mêmes bases scientifiques et techniques » que celles qui ont permis le développement du capitalisme, le texte rappelle une proposition marxiste dont l'actualité est quelque peu oubliée : celle suivant laquelle le socialisme naît du capitalisme et qu'il subit inéluctablement à ses débuts les conséquences économiques, sociales et politiques du mode de production capitaliste et du système politique qu'il a abattu. Dès lors, il est faux de penser que des objectifs révolutionnaires et a fortiori une transition au socialisme puissent être atteints à partir de la seule radicalisation de toutes les révoltes populaires. De même, il est trompeur de faire croire que pourront être immédiatement abolis les rapports salariaux, et la division sociale du travail. S'il y a transition c'est précisément parce que le socialisme ne naît pas armé de pied en cap du giron du capitalisme et que l'objet de la transition est précisément de mettre en place les mécanismes qui aboutiront à abolir le pouvoir d'Etat bourgeois, l'existence des valeurs marchandes, et la division en classes de la société. L'idéalisme d'une partie des révolutionnaires sur ces points a conduit le plus souvent à masquer de façon autoritaire les contradictions perpétuées d'un système de transition pour le conformer à leur vision.

Sur ces points les propositions du texte présenté par Gilles Martinet méritent une réflexion en profondeur. Nous ferons la même remarque sur la double critique du réformisme qui confond démocratie et parlementarisme et du projet léniniste qui n'a pas réussi à penser sur le plan politique une articulation entre les différents lieux du pouvoir, conduisant ainsi les partis révolutionnaires à étouffer les organes de démocratie directe dont le mode d'existence était purement juxtaposé à celui du parti. Rappeler la nécessité du pluralisme politique, des libertés d'expression n'est pas une exigence petite bourgeoise. Si ce vocabulaire est devenu l'apanage (et l'alibi) des sociaux-démocrates, les révolutionnaires n'ont à s'en prendre qu'à eux-mêmes pour n'avoir pas su en actes et non en paroles comme les réformistes, assurer l'existence d'un socialisme de la liberté.

Il ne suffit cependant pas d'insister sur les modalités d'une transition. Encore faut-il que cette transition soit celle du socialisme. C'est-à-dire que les objectifs soient clairement définis et que les moyens à mettre en œuvre pour l'abolition du pouvoir politique bourgeois

soient effectivement mis en place. Le moins que l'on puisse dire, c'est que ce texte est insatisfaisant sur ce point. L'affirmation selon laquelle « à l'heure actuelle le dépérissement de l'État reste une hypothèse » est le point d'aboutissement d'une réflexion qui prenant appui sur les insuffisances d'une analyse institutionnelle au sein du marxisme finit par remettre en cause l'essentiel de l'objectif révolutionnaire même. Car si le dépérissement de l'État est une hypothèse, que faut-il comprendre : que c'est une hypothèse *irréalisable*, ou *non réalisée*. Si tel est le cas comme nous le pensons, il s'agit précisément de redéfinir une stratégie du pouvoir au delà du léninisme et non en deçà.

Une confusion constante

Mais notre désaccord fondamental porte sur la stratégie que nous proposent les camarades qui ont signé ce texte. Cette stratégie quelle est-elle ? : donner à une gauche qui peut remporter une victoire électorale mais qui n'a pas réellement de programme socialiste, les objectifs et les moyens de ce programme. Il s'agirait en quelque sorte d'une greffe révolutionnaire sur la stratégie d'une coalition de gauche que nos camarades s'accordent à reconnaître implicitement comme réformiste. Nous ne pouvons être en accord sur ce point. Un programme révolutionnaire n'a d'existence que s'il est l'expression d'une pratique et de forces révolutionnaires. Et son élaboration ne peut coïncider avec la méthode adoptée par le P.C. et le P.S.

Une telle erreur vient de la confusion constante au long du texte entre la nécessité d'une tactique du mouvement révolutionnaire qui tienne compte des espérances de changement

qu'apporterait une éventuelle victoire des forces de gauche et l'exigence d'une stratégie qui dans ses objectifs et ses méthodes propose une autre alternative politique que celle de l'union de la gauche sous sa forme actuelle. Croire qu'il n'y a comme seul choix possible que l'union de la gauche, par opposition à un front révolutionnaire qui placerait sur le même plan la nature des forces sociales qui soutiennent l'alliance P.C.-P.S. et celles qui permettent à Pompidou d'assurer son pouvoir, est parfaitement faux. Le P.S.U. ne commettra pas l'erreur tactique magistrale qui fut celle de la tactique « classe contre classe » appliquée par le P.C. à l'encontre de la social-démocratie. Il ne s'agit pas de sous-estimer les possibilités de contradictions croissantes au sein du système politique provoquées par une victoire, même électorale de gauche. Mais personne ne peut croire, malgré son extraordinaire capacité de récupération linguistique, que le P.S. est devenu une force révolutionnaire. Si tel était le cas personne ne songerait à maintenir pour le plaisir l'existence du P.S.U.

Mais nous savons que rien n'est plus éloigné de la réalité et que la constitution d'une force socialiste révolutionnaire puissante, l'élaboration d'un projet socialiste et la mise en œuvre d'une stratégie de transformation sociale radicale ne peuvent être subordonnées à l'intégration pure et simple du P.S.U. et d'autres forces d'extrême-gauche à un éventuel front populaire.

Se battre prioritairement contre l'adversaire principal et non contre l'adversaire secondaire soit. Mais accepter que les antagonistes qui nous opposent au réformisme disparaissent derrière des divergences de sensibilité, il ne saurait en être question.

Gérard Féran.

(1) Voir « Le Monde » du 10 novembre 1971.

Se changer les idées, parce qu'on ne veut pas en changer

Produit fini et manufacturé par la « Gaumont International » qui a confié l'exécution en règle de cette entreprise commerciale à Robert Enrico, « Boulevard du rhum » marque la fin de la digestion par le système du réalisateur de la courageuse tentative que constituait *La Belle vie* (au point qu'on peut se demander s'il ne s'agit pas d'un homonyme).

Pour 1 200 balles (esquimo non compris), on nous offre deux bonnes heures d'un prétendu cinéma de divertissement (il y aurait d'ailleurs beaucoup à dire et à écrire sur cette distinction artificielle). On a fait appel aux recettes qui ont fait leurs preuves : le retour à une époque particulièrement à la mode (la prohibition dans les années 20), l'exotisme de carte postale, avec les splendeurs passées de l'ère coloniale présentée comme le bon vieux temps où les gentils Noirs se contentaient de jouer du jazz et de colorer le décor. On en appelle à la complicité du spectateur pour cette époque troublée où le capitalisme édictait des lois et profitait de ses propres interdits.

Enrico n'a d'ailleurs pas lésiné sur les moyens : débauche de luxe et de reconstitutions coûteuses, stucs de studio, bagarres savamment or-

chestrées, zeste de western à la française — même s'il faut, pour cela, accumuler les clichés les plus éculés ! Le rire, en effet, se fait plutôt désirer ; disons même qu'il ne vient pas. Il faut dire qu'on chercherait en vain une intrigue dans ce fouillis d'ingrédients. Quant à la mise en scène, elle brille par son absence. Les acteurs, eux, ont au moins le mérite de ne pas croire à l'histoire qu'on leur fait jouer.

Le réalisateur voudrait bien nous convaincre, par quelques coups d'œil, qu'il ne se prend pas au sérieux. Malheureusement, l'absence de recul critique par rapport, tant à la reconstitution de l'époque qu'à la glorification du star-system (archétypé par une Brigitte Bardot parfaitement à l'aise dans ce vain jeu de miroirs) requiert l'adhésion totale et passive du spectateur. Quant au film dans le film, censé fournir cette distance par ses parenthèses sur le rôle de l'aventure et le statut du spectateur, il participe directement à cette entreprise d'illusion, à cette profusion de poudre aux yeux qui donnent au film son vrai sens : une opération de diversion, de fuite à tout prix afin de châtrer la réalité des complexités moins clinquantes et plus nuancées qui posent des problèmes. □

Au P.S.U., un collectif cinéma existe, mais peu de militants ou de sympathisants l'ont rencontré jusque-là. Pour sortir de cette clandestinité involontaire, le groupe cinéma a décidé d'adhérer en commun à une association « Libre cinéma » qui se propose de diffuser largement les films militants. Car, sans audience, ces films n'ont aucune efficacité. Il s'agit de prendre conscience de ce que les militants révolutionnaires sont loin d'avoir pu utiliser la totalité de ses possibilités. La chronique cinéma de « T.S. » doit donc se faire l'écho de cette tentative pour sortir ce cinéma indispensable des sentiers cachés de l'underground et du parallélisme.

Mais le cinéma est moyen de communication de masse. Or, seul jusqu'à présent, le cinéma commercial possède cette qualité. Il faut porter le contact là où l'affrontement se produit, même si le terrain de lutte n'a pas été choisi par nous. Car si on veut se donner le moyen de dénoncer, encore faut-il connaître.

En conséquence, les camarades intéressés par le cinéma comme précieux auxiliaire pour le combat révolutionnaire, pour concrétiser en images le bilan d'une lutte ou ouvrir des perspectives d'action doivent savoir ce que sont, en régime capitaliste, la censure, le commerce que l'on pare du nom de septième art, la diffusion étriquée et truquée. Dans ce but, il a semblé utile au groupe cinéma de faire une critique collective de films voués à une très grande diffusion, donc que tous les camarades, de province comme ceux de Paris, puissent voir. Car c'est en s'exerçant en commun qu'on pourra avec facilité cerner ce tout composite et plein de subjectivité que constitue un film, et donc mieux le dominer.

tribune

socialiste

Hebdomadaire
du P.S.U.

Direction politique :
Christian Guerche

Secrétaire de rédaction :
Philippe Guyot

Comité politique de rédaction :

Robert Chapuis - Gérard Féran - Jacques Gallus - Jacqueline Giraud - Christian Guerche - Gilbert Hercet - Christian Leucate - Robert Michel - Henry Rosengart.

Rédaction :

Jean-Louis Auduc - Gilbert Chantaire - Françoise Claire - Jacques Ferlus - François Gyr - Alain Moutot - Dominique Nores - Lucien Saintonge - Jean Verger

●
Directeur
de la Publication
Guy Degorce

●
Rédaction
Administration :
9, rue Borromée
PARIS (15^e)
566-45-37

S.A. Imprimerie Editions Morlamé,
61, rue du Fg-Poissonnière, Paris 9^e

Photos : A.F.P. (p. 7) - AGIP (p. 8-9) - Collombert (p. 7) - D.R. (p. 10-11).

Le présent numéro est tiré
à 24.000 exemplaires

PANTHÉON

Jaguar

13, rue Victor-Cousin

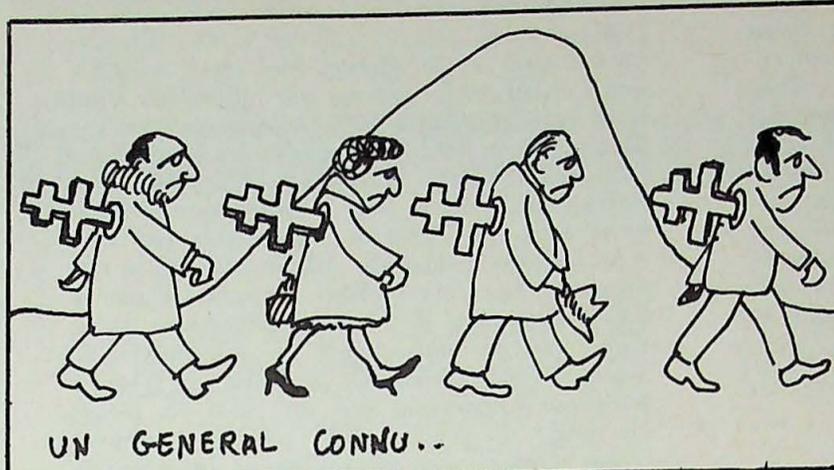
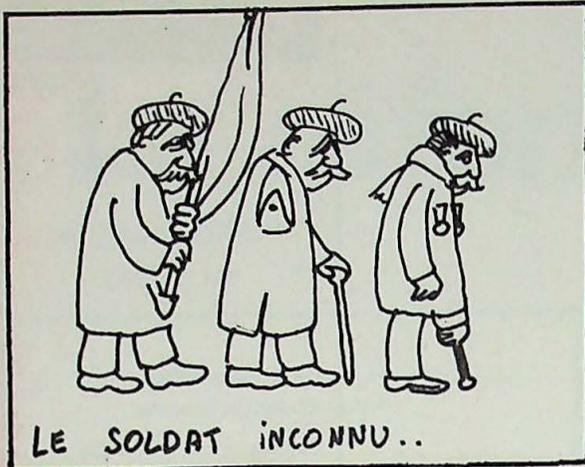
ODE. 15-04

Permanent de 14 h à 24 h

Sauver T.S.

1 abonné
par militant

NOVEMBRE : ON ENTERRE



1. — **L'affaire Ben Barka** : avec la complicité des barbouzes et de hauts fonctionnaires français, le général Oufkir, l'assassin de Ben Barka, est le principal pilier du trône marocain et de son Etat policier.

2. — **L'affaire de la Vilette** : avec 100 milliards financés par les contribuables, on construit des abattoirs modèles... qui ne servent à rien... Mais non : ne suffirait-il pas de revendre ces abattoirs (pour une bouchée de viande) à un promoteur qui pourrait y construire des bureaux d'une part, d'autre part des appartements à 300.000 francs le mètre carré ?

3. — **La Garantie Foncière** : 1) Pour gagner sa vie honnêtement, il suffit de monter une société civile immobilière (selon les lois votées par le gouvernement Pompidou en 1967), d'appeler les souscripteurs à verser plu-

sieurs dizaines de milliards de francs.

Comment trouver les souscripteurs? En mettant dans le coup un député U.D.R. respectable et qui connaît la musique (voir affaire des piastres - R.P.F. - IV^e République). Si ce député s'appelait Rives-Henrys, ce serait parfait.

2) Que faire des milliards ? Spéculer : acheter, retaper, revendre, avec un bon bénéfice. Ou bien encore : acheter, et louer à des sociétés. Avec l'inflation, on peut verser aux souscripteurs un intérêt ronflant... et se mettre la différence dans la poche.

4. — **Le Patrimoine Foncier** : Si vous n'avez pas de Rives-Henrys, contentez-vous d'un Roulland.

Pour le mode d'emploi voir plus haut.

5. — **L'affaire Bouygues-Granet** : Si vous êtes entrepreneur de travaux,

ne vous contentez pas de vos profits d'entrepreneur. Ajoutez-y ceux de promoteur. De plus, arrangez vous avec le pouvoir pour réaliser quelques opérations fructueuses : achetez à bas prix de vastes forêts près de Paris sur lesquelles vous n'avez pas le droit de construire (ou faites-les acheter par d'autres) puis arrangez-vous pour obtenir un beau jour des dérogations (par exemple 10 % de surface à construire, pour protéger les « espaces verts »). Une fois que vous avez ces 10 %, un bon architecte intelligent vous collera, empilées comme des sardines, des milliers de familles heureuses enfin de vivre au grand air dans une commune dortoir, à une heure ou une heure et demie de leur travail.

6. — Zut alors, obnubilé par la spéculation foncière, notre dessinateur a oublié d'enterrer l'affaire Markovitch. C'est si loin tout ça !

